

*l'Anti*capitaliste

N°141 | FÉVRIER 2023 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



EN GRÈVE CONTRE MACRON ET SA RÉFORME DES RETRAITES



UNE LAÏCITÉ DÉVOYÉE ET
INSTRUMENTALISÉE À L'ÉCOLE



« LA SITUATION MONDIALE EST CELLE
D'UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE »



« VENGER MA RACE ET VENGER
MON SEXE NE FERAIENT
QU'UN DÉSORMAIS »

Sommaire

ÉDITORIAL

Antoine Larrache Vers une grève politique **P3**

PREMIER PLAN

Elsa Collonges Retraites : une mobilisation historique qui peut gagner et ouvrir une crise politique majeure **P4**

Robert Pelletier 53^e congrès de la CGT : crise ouverte ? **P7**

Antoine Boulangé Une laïcité dévoyée et instrumentalisée à l'école **P10**

INTERNATIONAL

Gilbert Achcar « La situation mondiale est celle d'une nouvelle guerre froide » **P14**

Luiza Toscano La révolution au Soudan, ni vaincue ni victorieuse **P18**

Vola Sur la guerre en Ukraine : pour une « bifurcation internationaliste » **P20**

Dianne Feeley États-Unis, 2023 : un panorama **P23**

Pierre Rousset Deux ans après le putsch militaire, la guerre oubliée de Birmanie **P27**

LECTURES

Fabienne Dolet Ce que le totalitarisme doit à l'Amérique **P31**

Annie Ernaux « Venger ma race et venger mon sexe ne feraient qu'un désormais » **P33**

FOCUS

Commission d'intervention féministe du NPA

Retraites : femmes en premières lignes, femmes en lutte ! **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
Manifestation contre la réforme des retraites, 27 février 2023.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Cortège initié par le collectif Les Inverti-e-s. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Héléne Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Vers une grève politique

PAR ANTOINE LARRACHE

La mobilisation actuelle contre la réforme des retraites revêt des caractéristiques exceptionnelles. Pour autant, la victoire n'est pas certaine et pourrait bien passer par un affrontement politique avec le pouvoir.

La mobilisation reprend des formes devenues traditionnelles : grève massive dans les entreprises d'État et les services publics, manifestations de masse, assemblées générales qui, si elles ne sont pas massives, font le relais entre les syndicalistes combattifs et une partie des salariéEs. Les structures interprofessionnelles, faibles également, contribuent à la construction de la mobilisation. Mais le mouvement se démarque par quelques éléments.

UN MOUVEMENT D'UNE AMPLIEUR INÉDITE

Dans nombre de villes, les manifestations ont pris une ampleur exceptionnelle, dépassant même celles de 2015 après les attentats contre Charlie Hebdo. L'ancrage est impressionnant dans les villes moyennes, avec parfois l'équivalent d'un quart de la population dans la rue (4500 à Lons-le-Saunier le 7 février sur 15 000 habitantEs, 14 000 à Lorient le 31 janvier sur 57 000 habitantEs, 10 000 le 11 février à Tarbes sur 43 000 habitantEs...). Plus de 250 manifestations ont eu lieu le 7 février, permettant aux travailleurSEs de se mobiliser sur leur lieu d'habitation ou de travail.

Le deuxième indicateur est l'implication du secteur privé. Les témoignages sont nombreux à souligner la présence de cortèges d'entreprises dans les villes moyennes, mobilisant des salariéEs qui n'avaient encore jamais fait grève. Les témoignages concordent également sur la prise de conscience du lien entre réforme des retraites et pénibilité du travail, mais aussi les salaires, montrant que le mouvement actuel s'inscrit dans un contexte de contestation globale des rapports entre capital et travail, qui s'appuie sur des éléments très concrets : « Selon les statistiques du ministère du Travail, les 50 ans et plus représentent actuellement plus du tiers (35 %) des demandeuses et demandeurs d'emploi de longue durée¹ ». « En 2021, 56 % des personnes de 55 à 64 ans sont en emploi (contre 81,8 % des 25 à 49 ans²). » « 26 % des jeunes de 18-24 ans vivent sous le seuil de pauvreté. » « Le taux de pauvreté monétaire grimpe à 40 % pour ceux qui sont étudiants et habitent seuls³. » Le prolétariat se sent attaqué par une réforme qui met en lumière toutes les injustices sociales⁴.

LA VICTOIRE EST POSSIBLE

L'ampleur du mouvement révèle la possibilité d'un rapport de force militant et politique gagnant. D'autant plus que le pouvoir est en difficulté, du fait de sa faible légitimité. L'épisode du départ de la majorité parlementaire de l'Assemblée nationale lors du vote de la proposition de loi sur la nationalisation d'EDF montre aussi une forme de fébrilité.

Dans *Grève de masse, partis et syndicats*, Rosa Luxemburg souligne le rôle de la grève de masse comme outil pour la conquête de droits démocratiques pour la classe ouvrière.

Loin du « schéma rigide et vide qui nous montre une "action" politique linéaire exécutée avec prudence et selon un plan décidé par les instances suprêmes des syndicats », elle décrit la grève de masse comme l'entrée en mouvement d'une multitude de grèves locales et/ou sectorielles qui, face à l'éclatement de contradictions du capitalisme, dénoncent l'impossibilité de supporter certaines conditions matérielles et révèlent une aspiration démocratique. Force est de constater que notre situation y ressemble fortement, entre les revendications sur le pouvoir d'achat, les conditions de travail et l'absence de légitimité démocratique du pouvoir de Macron.

« La cause et l'effet se succèdent et alternent sans cesse, et ainsi le facteur économique et le facteur politique, bien loin de se distinguer complètement ou même de s'exclure réciproquement, comme le prétend le schéma pédant, constituent dans une période de grève de masse deux aspects complémentaires de la lutte de classe prolétarienne en Russie. C'est précisément la grève de masse qui constitue leur unité » poursuit Luxemburg. Faire gagner le mouvement, que ce soit pour obtenir le retrait de la réforme des retraites, construire une contre-offensive pour le retour de la retraite à 60 ans et des 37,5 annuités, gagner des augmentations de salaires, ou pour construire une alternative au capitalisme, poser la question du pouvoir du prolétariat, nécessite d'articuler revendications sociales et lutte contre le pouvoir de Macron. C'est l'essentiel des tâches d'un parti révolutionnaire.

« C'est sur le même terrain de la considération abstraite et sans souci de l'histoire que se placent aujourd'hui d'une part ceux qui voudraient déclencher prochainement en Allemagne la grève de masse à un jour déterminé du calendrier, sur un décret de la direction du Parti, et d'autre part ceux qui [...] veulent liquider définitivement le problème de la grève de masse en interdisant la "propagande" » indique encore Luxemburg. La construction d'une grève de masse combine le travail concret pour la grève reconductible et auto-organisée dans le maximum de secteurs, en s'appuyant sur des dates comme le 8 mars, sans en faire un fétiche, tout autant que sur des mots d'ordre revendicatifs posant la question du pouvoir. C'est autour d'une telle politique que nous pouvons construire le parti. □

1) <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/100223/un-tiers-des-chomeurs-de-longue-duree-sont-des-seniors>

2) <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-seniors-sur-le-marche-du-travail-en-2021>

3) <https://www.mediapart.fr/journal/france/100223/un-jeune-sur-quatre-vit-sous-le-seuil-de-pauvrete>

4) Voir aussi *Retraites : le « pink bloc » veut réconcilier luttes LGBTQI+ et luttes sociales* : <https://www.mediapart.fr/journal/france/100223/retraites-le-pink-bloc-veut-reconcilier-luttes-lgbtqi-et-luttes-sociales>

Retraites : une mobilisation historique qui peut gagner et ouvrir une crise politique majeure

PAR ELSA COLLONGES

La mobilisation que nous vivons est exceptionnelle : très grosses manifestations syndicales, taux de grève importants et participation du secteur privé inédite depuis des décennies... Déclenchée par l'attaque sur les retraites, elle révèle un ras-le-bol bien plus profond. C'est un affrontement politique avec le pouvoir qui se joue, qui déterminera l'évolution des rapports de forces entre les classes pour les prochaines années : si nous gagnons, une contre-offensive sociale et politique est possible ; si nous perdons, la classe dominante aura des marges de manœuvre plus importantes encore pour multiplier les attaques, et l'extrême droite pourrait s'engouffrer dans la brèche.

Le niveau des manifestations en ce début de mobilisation est significativement supérieur à ce qu'on a connu lors des précédentes bagarres contre les réformes des retraites¹. Dans les plus petites villes, les manifestations ont rarement rassemblé autant de monde, montrant l'ancrage du refus de cette réforme. Les taux de grévistes sont importants, notamment dans la fonction publique. La plus grande participation des salariéEs du privé, qui utilisent soit la grève soit les RTT ou les congés pour venir manifester, est aussi significative.

UN MOUVEMENT MASSIF MAIS FAIBLEMENT AUTO-ORGANISÉ

La présence de la CFDT joue un rôle clé, en particulier dans le privé. Pour l'instant, elle est contrainte de rester au sein de l'intersyndicale et de construire le mouvement. Cela joue un rôle positif mais cela pourrait évidemment évoluer rapidement si le poids de ces organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC...) venait à

ralentir le rythme, voire si une partie des appareils était tentée de se dégager de la mobilisation.

Il est clair qu'il y a une accumulation dans la conscience liée aux expériences précédentes de 2003, 2010, 2019. Se rencontrent dans le mouvement des salariéEs ancienNEs peu enclins à réitérer les grèves saute-mouton qui n'ont apporté que défaites, et un salariat plus jeune, précarisé ou subissant l'auto-entreprenariat imposé, souvent éloigné des cadres traditionnels du mouvement ouvrier. Ce dernier entre dans le mouvement sans cadre d'auto-organisation ou même syndical, mais avec détermination. Une étape n'a en tout cas pas été nécessaire, celle de convaincre contre la réforme : la discussion se place directement sur les moyens de faire plier le gouvernement.

La contrepartie de cela, c'est qu'il n'apparaît pas nécessaire aux salariéEs mobiliséEs de se réunir pour discuter : ce qui prédomine est la nécessité d'être plus nombreux/euses en grève et en manifestation mais en déléguant, de fait,

aux organisations syndicales à l'échelle nationale le calendrier de mobilisation. Cela repose à la fois sur des éléments justes, comme la nécessité de frapper touTEs ensemble, mais aussi sur une faible conscience, une perte de transmission d'expériences quant à la nécessité de l'auto-organisation des travailleurs et travailleuses et sur le caractère décisif de la grève pour bloquer l'économie, les profits. Cependant des embryons de structuration existent : AG dans les services publics, notamment l'Éducation nationale, réunions interprofessionnelles, collectifs de quartier... Ce sont des lieux d'expériences collectives qui participent de la reconstruction de la conscience de classe et permettent aux militant.es les plus actifs/ves de se regrouper, de peser sur les échanciers au moins locaux ou sectoriels. Ils sont complémentaires de l'activité syndicale sur les lieux de travail.

LES RYTHMES DE MOBILISATION

Le fait que l'intersyndicale se réunisse essentiellement au soir des journées de

mobilisation pour fixer les prochaines dates, au lieu d'anticiper, est un frein à la construction du mouvement. Cependant, sous la pression de l'ampleur des manifestations et des secteurs les plus mobilisés, une inflexion est manifestement en cours avec un calendrier étiré jusqu'à début mars. Si les propositions avancées par les raffineurs/euses puis par les cheminotEs n'ont pas réussi à imposer une accélération en février, elles ont eu le mérite de poser la question de la planification vers la grève reconductible à l'échelle d'un milieu militant assez large.

Il n'y aura probablement pas de secteur clef tirant les autres, contrairement aux mouvements précédents. L'enjeu est donc bien la généralisation de la grève, secteur par secteur, ou ville par ville, en tenant compte des rythmes de chacun des milieux et en travaillant à les faire converger. Les échéances intermédiaires proposées par des cadres d'auto-organisations, les appels de secteurs professionnels ou géographiques, les mobilisations qui existent en parallèle de la mobilisation pour les retraites (dotation des établissements du secondaire, suppressions de postes dans le primaire, salaires, loi Darmanin...) sont autant de points d'appui pour cela. Les interpros (regroupement des secteurs militants sans mandats) sont des outils à réactiver en évitant les écueils du substitutisme et de l'isolement que nous avons connus par exemple en 2016 contre les lois travail.

La manifestation du 11 février, un samedi, a permis à de nouveaux secteurs de la population de se joindre à la mobilisation notamment les plus précarisés. Faisant écho à la manifestation des organisations politiques du 21/01 et au mouvement des Gilets jaunes, elle peut permettre de poser plus directement la question de l'affrontement au gouvernement et au pouvoir.

Le calendrier posé par l'intersyndicale de journées hebdomadaires jusqu'à mi-février, puis d'une généralisation possible les 7-8 mars, est très étiré mais il correspond aussi à la réalité des vacances scolaires, à la nécessité d'avoir du temps pour construire la grève notamment dans le privé. Nous pouvons en profiter pour renforcer les capacités d'auto-organisation et d'unification en évitant l'écueil de l'épuisement des secteurs mobilisés. Le lien fait avec le 8 mars, journée internationale de mobilisation pour les droits des femmes, est positif pour au moins deux raisons : la réforme est particulièrement injuste pour les femmes et la radicalité du mouvement féministe apportera

forcément une dynamique particulière à cette journée. L'enjeu est d'arriver à faire le pont entre la mobilisation du 16 février et l'horizon de la reconductible les 7-8 mars, en s'appuyant sur les secteurs mobilisés, la jeunesse, les interpros... pour proposer des actions de grèves et de mobilisations locales.



Manifestation contre la réforme des retraites.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

UN POUVOIR AFFAIBLI ET ILLÉGITIME

L'ampleur du mouvement est le reflet de la colère qui enfle depuis des mois voire des années avec la question des salaires, des moyens pour vivre, de l'indécence des inégalités sociales, la question climatique, les violences sexistes et sexuelles, les violences policières, la montée de l'extrême droite... Mais elle est aussi liée à la faiblesse du pouvoir. La position bonapartiste de Macron, en équilibre instable depuis sa première accession au pouvoir, l'absence de relais avec les organisations du mouvement ouvrier – contrairement au PS –, une bourgeoisie financière avec une base sociale plus faible que celle sur laquelle pouvait s'appuyer la droite traditionnelle... sont autant d'éléments qui fragilisent le pouvoir politique. Ces éléments se vérifient dans de nombreux pays occidentaux (GB, Italie, USA...). Les soubresauts que cela implique au niveau politique, avec l'accession aux plus hautes fonctions d'un Trump ou de l'extrême droite en Italie, montrent à quel point le pouvoir de la bourgeoisie est instable. Le recours à l'extrême droite est bien une possibilité.

L'illégitimité de Macron et de son gouvernement représente un point d'appui pour le mouvement. Même des députés

de la majorité commencent à percevoir les difficultés à les soutenir dans leurs circonscriptions. De plus, une partie de la petite-bourgeoisie se déplace en direction du mouvement : journalistes, cadres, commerçants, artisans...

Mais ne nous y trompons pas, les signaux envoyés sont clairs : soutien aux organi-

sations de policiers, augmentation des budgets de l'armée, énième loi sur l'immigration, contre les mal-logés, succession de lois liberticides sur les dernières années... La bourgeoisie a elle-même saisi la part de radicalité que peuvent porter les mobilisations sociales, comme l'a bien démontré la mobilisation des Gilets jaunes.

L'ENJEU DE LA GRÈVE DANS LE PRIVÉ ET DU BLOCAGE DU PAYS

Au-delà de la réussite des journées de manifestations, l'enjeu reste celui du blocage du pays. La victoire partielle de 1995 avait reposé en grande partie sur la sensation d'un pays paralysé du fait du blocage total des transports. Alors que ce secteur, ainsi que le secteur de l'énergie, des télécoms, ont subi des restructurations et connu plusieurs défaites, il n'est pas à l'ordre du jour de reproduire cette « grève par procuration ». Pour gagner, il faut que le pouvoir ait davantage à perdre avec le mouvement qu'en abandonnant son projet. Il faut approcher le spectre de la grève générale, d'une grève politique



pour dégager Macron.

Pour cela il faut construire le blocage du pays et le seul moyen d'y parvenir est la grève de masse : grève dans le secteur public où les traditions de mobilisation restent plus fortes et parce que tous ces « services » sont absolument nécessaires au fonctionnement de la société capitaliste ; grève générale du secteur privé, massive et longue, qui bloque la production des marchandises ; grève dans les secteurs de l'énergie, des transport, les raffineries... se situant entre le public et le privé, où il existe une combativité importante, un mélange de statuts et de traditions qui peuvent permettre de faire le lien, d'importer la grève reconductible dans les entreprises du privé.

Il n'y aura pas de raccourcis parce que le recul de la conscience de classe est très important. De plus, l'inflation et l'augmentation générale du coût de la vie, cumulée aux faibles hausses de salaires, pèsent sur les grèves. Mais les accélérations brutales sont le propre de la lutte des classes ! Il est possible que l'agrégation des expériences partielles des 20 dernières années nous permette de franchir un cap significatif. En tout cas, à l'heure actuelle, aucun élément ne nous laisse penser que la victoire serait impossible, que la grève ne peut pas s'étendre, au contraire...

ET LA JEUNESSE ?

L'irruption de la jeunesse scolarisée dans un mouvement social peut contribuer à faire basculer les rapports de forces. Pour l'instant cela reste faible même si des frémissements sont perceptibles. On mesure à quel point les organisations de jeunesse, politiques ou syndicales, ont elles aussi connu un affaiblissement considérable au cours des 15 dernières années. Les mots d'ordre touchant à la réforme des retraites (notamment sur le fait de ne pas voir les parents « crever au boulot ») se mêlent à des mots d'ordre plus généraux, contre Macron, son monde, et les politiques visant à faire toujours plus de croissance et donc à détruire la planète. Il y a un potentiel d'explosivité et une forte politisation des jeunes. Là aussi des accélérations sont plus que possibles...

FAIRE LE LIEN AVEC LA RÉFORME TOURAINE, LES SALAIRES, LE FÉMINISME, LE CHÔMAGE, LE TEMPS DE TRAVAIL...

Afin d'ancrer la mobilisation au cœur des lieux de travail et d'habitation, il

faut faire le lien entre bataille pour les retraites et « le reste ».

Si nous parvenons à faire reculer le gouvernement, nous pourrions aller plus loin : revenir à la retraite à 60 ans et aux 37,5 annuités. Nous pourrions même porter l'idée que la retraite pourrait devenir un véritable salaire socialisé, en permettant aux travailleurs et travailleuses arrivés à l'âge de la retraite de conserver leur salaire, sans référence à un nombre d'annuités.

La question des salaires est centrale pour au moins trois raisons : d'abord parce que l'inflation et les prix des produits de première nécessité pèsent lourdement dans le quotidien des classes populaires et cela génère une colère profonde ; ensuite parce que montants des salaires et des retraites sont totalement liés, à la fois pour chaque individu et aussi pour le collectif en termes de financement ; et enfin parce que le rapport capital/travail se joue autant dans le salaire direct que dans le salaire socialisé.

D'autres sujets mobilisent différents secteurs : les conditions de travail et d'accueil du public dans les EHPAD, dans le secteur social, dans la santé et dans toute la fonction publique plus largement. Là aussi nous pouvons faire le lien notamment parce que la qualité du service public est profondément liée aux conditions de travail des agentEs, à leur temps de travail.

Le fait que la réforme soit particulièrement injuste pour les femmes, pour les personnes les plus précarisées qui sont majoritairement celles et ceux subissant des oppressions de race ou de genre, les personnes LGBTI, est un ressort important de la mobilisation. La perspective de jonction entre la grève pour défendre les retraites et la journée du 8 mars est un point d'appui pour construire la grève dans ces secteurs.

Enfin nous portons globalement l'idée que le sens du progrès pour l'humanité est de se débarrasser de l'aliénation du travail en le réduisant au strict nécessaire, en réduisant le temps de travail hebdomadaire, en augmentant les congés payés, en abaissant l'âge de la retraite... Cela correspond à l'aspiration à l'émancipation et à l'épanouissement de chacunE, au développement d'une société de culture et de loisirs, solidaire, basée sur la satisfaction des besoins nécessaires, rompant avec le productivisme et le culte de la « croissance », respectueuse de la planète,

de ses ressources et des espèces qui y vivent... Cela permettra de dégager du temps pour une répartition égalitaire des tâches socialement nécessaires prises en charge aujourd'hui essentiellement par les femmes et c'est une condition indispensable à une réelle démocratie.

POSER LA QUESTION DU POUVOIR, DU GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS/EUSES

Ce gouvernement et ce parlement sont illégitimes. La perspective d'un affrontement global avec le gouvernement pose forcément la question de sa chute et donc de son remplacement... Si nous sommes capables de le faire chuter, de provoquer des élections législatives anticipées, alors il faudra que le mouvement se pose la question de sa propre représentation. Quelle que soit l'issue de la mobilisation, victoire ou défaite, le gouvernement ressortira encore plus usé. Une défaite du mouvement renforcerait mécaniquement le Rassemblement national, qui tente de surfer sur la l'opposition au gouvernement malgré son hostilité à la retraite à 60 ans, aux syndicats et à la grève. Une victoire ouvrirait des perspectives bien plus favorables, mais n'effacerait pas le danger du poids de l'extrême droite. À cette menace, nous opposons la perspective d'une alternative politique anticapitaliste, issue de la mobilisation en cours et en rupture avec les politiques pro-capitalistes, d'un gouvernement incarnant une unité sur la base des exigences portées par la mobilisation, avec l'objectif de les satisfaire. Un tel gouvernement serait dans l'obligation de s'affronter au pouvoir de la bourgeoisie pour mettre en œuvre des mesures favorables aux classes populaires et ne pourrait remporter cet affrontement sans être porté par la continuation du mouvement social.

Les structures d'auto-organisation, si elles sont suffisamment développées, peuvent exercer une forme de contrôle sur qui postule au pouvoir et sur les mesures prises par une assemblée et un gouvernement issu et sous contrôle de la mobilisation. Ce serait un changement majeur dans la situation sociale et politique, la possibilité ouverte d'une crise révolutionnaire... □

1) https://www.francetvinfo.fr/economie/retraite/reforme-des-retraites/infographie-reforme-des-retraites-visualisez-en-un-graphique-le-record-de-la-mobilisation-de-2023-par-rapport-aux-precedents-mouvements_5632952.html

53^e congrès de la CGT : crise ouverte ?

PAR ROBERT PELLETIER

Difficile de prévoir le contexte dans lequel va se dérouler le 53^e congrès de la CGT prévu du 27 au 31 mars de cette année – avec la mobilisation engagée contre la réforme des retraites du gouvernement Macron-Borne. En tout cas, il est sûr que le bilan de cette bataille sera au centre du congrès au même titre que la stratégie mise en œuvre dans le cours de la mobilisation.

Depuis le milieu des années soixante-dix, les effectifs des organisations syndicales ont lentement subi une baisse régulière du nombre de militantEs. Jamais les grandes poussées d'adhérentEs survenues dans la foulée de Juin 36 ou de la Libération de 1945 ne se sont reproduites. Même Mai 68 ou l'hiver 95 n'ont provoqué que de faibles (re)prises de cartes. Toutes ces phases ont frappé toutes les confédérations mais au premier chef la CGT. Si la CFDT a connu des départs significatifs, son orientation recentrée sur le syndicalisme « apolitique » et une tolérance réciproque avec une partie du patronat et des gouvernements lui a permis de d'être comme première organisation syndicale au travers du calcul de la représentativité inscrit dans la loi de 2008.

DES TENDANCES LOURDES

Pour la CGT, les orientations dépendantes de celles du PCF et de ses vicissitudes dans le contexte de la Guerre froide ont fourni une ossature politique mais aussi une fermeture aux évolutions de la société. La politique d'Union nationale issue de la Deuxième Guerre mondiale sur un socle d'avancées sociales a amplifié les bases de son l'institutionnalisation.

Depuis le milieu des années soixante-dix, le capitalisme français s'inscrit dans la vaste réorganisation des activités économiques à l'échelle mondiale, imposée par les crises économiques successives et par la recherche de réponses à la grande peur issue des mobilisations de la fin des années 60. Les implications sur l'organisation du travail et les conditions de travail sont partout les mêmes : précarisation, individualisation, intensification, rallongement des durées du travail. Le développement massif des filialisations et de la sous-traitance, dans les grands groupes industriels notamment, du télétravail, l'ubérisation de nombre de métiers amplifient la destruction des collectifs de travail, minent les capacités de résistance collective, notamment les solidarités. Dans le secteur privé, l'affaiblissement des organisations syndicales, singulièrement CGT, est accentué par la répression. Dans le secteur public les privatisations, les attaques répétées contre des statuts plus protecteurs entraînent les mêmes sentiments d'insécurité sociale et de menaces de la répression.

La chute du Mur de Berlin et la politique des gouvernements Mitterrand ont mis à mal les repères politiques de la CGT profondément liés à ceux du

PCF. L'affaiblissement brutal de ce dernier s'est répercuté dans la CGT tout en conduisant à une remise en cause des liens entre les deux organisations (périodes Viannet, Thibault).

DES MOBILISATIONS DIFFICILES

Les grandes mobilisations de 1995 (Sécurité sociale et régimes spéciaux des retraites), 2003 (retraites), 2006 (contrat de travail des jeunes), 2010 (retraites), 2017 (réforme du Code du travail), 2018 (statut SNCF), 2019 (retraites) ont à peine influé sur la stagnation établie à partir des années quatre-vingt-dix. Si ces puissantes mobilisations ont le plus souvent été portées par de grandes manifestations, les grèves ont été moins importantes, hormis en 1995 et, encore, essentiellement dans le secteur public.

Dans le secteur privé et notamment dans l'industrie, les luttes portées le plus souvent par des équipes CGT, en marge des structures fédérales ou confédérales se sont centrées sur la défense de l'emploi, contre les fermetures d'entreprises. Chez Continental, Sadefa, New Fabris et SBFM



(fonderies), Goodyear, Ford, PSA Aulnay des luttes prolongées massives avec un large soutien populaire qui ont parfois permis de repousser des fermetures et des licenciements sans les empêcher complètement. Le dernier grand mouvement de révolte a été celui des Gilets jaunes qui a déstabilisé un temps le gouvernement. Un mouvement socialement hétérogène aux revendications centrées sur le pouvoir d'achat, en marge du mouvement syndical qui ne lui apportera qu'un soutien tardif et très inégal.

Au total, le mouvement syndical,

L'affaiblissement du syndicalisme a provoqué le retour et le développement de mobilisations qui se construisent en partie ou en totalité hors des cadres organisationnels des confédérations.

LE TEMPS DES CRISES

La CGT, comme la CFDT ou FO est structurée autour des fédérations et des unions départementales dans un contexte où les grands syndicats d'entreprise ont connu un affaiblissement considérable : secteurs automobile, de l'énergie, des transports, des télécoms. Des restructurations/privatisations souvent accompagnées par la CGT (EDF-GDF, Air France, PTT) ou

support pour l'activité dans les zones industrielles, les petites entreprises et les précaires.

C'est dans ce contexte que la mandature Thibault avait rendu visibles les fractures existant dans la CGT. Le refus par le Comité confédéral national du soutien au Traité établissant une Constitution européenne (TCE) par une majorité de représentantEs des instances de la CGT (unions départementales et fédérations) a porté sur la place publique des désaccords préexistants. D'un côté le départ de la FSM et la demande d'adhésion à la CES, de l'autre la tactique syndicale du « syndicalisme rassemblé ». Et une volonté de réorganisation de la Confédération au travers du système de cotisations, de la place et des moyens affectés aux structures intermédiaires (unions locales, unions départementales, unions régionales, fédérations) toujours suspecte de remettre en cause le fédéralisme. Des mesures qui sont soit difficilement mises en place (Cogetise) ou dont la mise en œuvre est constamment repoussée : réduction du nombre de fédérations, mise sous contrôle des UL voire des UD par des Unions régionales mises en place par la direction confédérale. Les appareils fédéraux résistent à toute velléité de réduction de moyens et de prérogatives, et nombre d'UD refusent tout contrôle politique.

La crise s'est amplifiée avec la mise en œuvre de la succession de Bernard Thibault et le refus des propositions successives de la direction de Nadine Prigent, Agnès Naton puis Éric Aubin. Puis, finalement, celle malencontreuse, de Thierry Lepaon.

ET MAINTENANT ?

Les enjeux du 53^e congrès vont être largement impactés par le résultat de la mobilisation engagée contre la contre-réforme des retraites. Mais c'est aussi la première fois qu'un texte d'opposition à celui proposé par la direction confédérale circule dans la CGT. Des réunions plus ou moins formelles de structures appuient ce texte et une proposition de secrétaire général est opposée à celle de la direction sortante. L'énorme pensum des documents préparatoires au congrès ne facilite pas la



Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT. Manifestation contre la réforme des retraites. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

depuis des décennies, n'a pas fait la preuve de son efficacité en ce qui concerne les grandes mobilisations du monde du travail. La principale utilité des organisations syndicales se concentre au niveau des entreprises. Conflits locaux, batailles sur les salaires, défense individuelle des salariés et gestion des œuvres sociales et culturelles constitue la vitrine plus ou moins radicale des syndicats. De plus en plus enfermés dans l'entreprise et avec des moyens institutionnels gravement entamés par la réforme du Code du travail de 2017 : disparition des délégués du personnel, réduction des moyens des Comité d'hygiène sécurité et conditions de travail et des comités d'entreprise devenus Comités sociaux d'entreprise (en gros division par deux du nombre de délégués élus ou désignés).

à peine combattues (Renault). Une situation qui éloigne les appareils des militantEs, des salariéEs et les privent de moyens matériels essentiels avec une baisse des rentrées de cotisations et une dépendance croissante des structures de « dialogue social » : multiples commissions, négociations aux différents niveaux géographiques, des différentes branches, relations étroites avec des cabinets d'expertise économique ou d'organisation du travail, des mutuelles, la cogestion des retraites complémentaires, de la formation professionnelle, etc.

La réduction du nombre d'élus a accentué cet éloignement et concentré sur peu d'élus les heures de mandat disponibles. Elle a aussi enlevé des moyens aux Unions locales qui, notamment dans la CGT, sont un

prise en compte des débats par les syndiquéEs au-delà de cercles militants endurcis et souvent politisés. Le texte d'opposition est mis en débat par un regroupement de structures (fédérations de la chimie, du commerce, UD 13, 45, 94, etc.) identifiées comme PRO-FSM (Fédération syndicale mondiale) rejoint par d'autres structures aux orientations différentes (Cheminots, Énergie, Services publics, etc.) et assorti de la proposition de candidature d'Olivier Mateu (secrétaire de l'UD 13) au poste de secrétaire général.

Plusieurs points ressortent des textes mis en circulation. Tout d'abord une posture plus radicale, opposé au réformisme de la confédération, qui trouve bien des difficultés à s'incarner sous forme de succès significatifs, au travers des politiques des structures concernées. Mais des affirmations qui trouvent un écho auprès d'équipes militantes lassées du dialogue social. Surtout quand celui-ci est battu en brèche par les autres interlocuteurs, patronat et gouvernement.

Le deuxième grief repose sur la volonté d'un retour dans le cadre de la FSM et la désaffiliation de la CSI. Un choix impossible entre deux structures internationales liées à des appareils d'État infréquentables et imprégnées par une corruption largement partagée.

Le troisième conflit est lié aux perspectives d'unification syndicale autour de la FSU et Solidaires. Outre les multiples obstacles placés en travers de cette perspective, l'argument de perte de repères est inconsistant pour une CGT elle-même en recherche d'orientations. Mais c'est surtout l'actualité qui a amplifié et élargi les motifs de l'opposition. D'une part le refus de l'inclusion des luttes écologiques dans l'activité de la CGT notamment autour d'arguments centrés sur la défense de l'emploi et de l'indépendance énergétique de la France. La participation au Collectif « Plus jamais ça » concentrant toutes les critiques. D'autre part la mise à distance des questions dites sociétales notamment le féminisme et l'antiracisme au nom de la priorité à la lutte des classes traditionnelle. Alors qu'au contraire on ne peut que se féliciter de la prise en charge des mobilisations des Sans-papiers par certaines structures CGT et le développement de formations, de prises de position, d'engagement d'actions sur les questions féministes et de discriminations de

genre. Un terrain de luttes qui met justement en cause les traditions virilistes du syndicalisme.

DES CHANTIERS ESSENTIELS

En septembre 2015, Martinez déclarait « *Le syndicalisme, par essence, est réformiste* ». En juin 2018, Laurent Berger déclarait : « *Le syndicalisme est mortel, quand il montre son impuissance et s'enferme dans la spirale d'une radicalité stérile, où le seul débouché de la journée d'action et de manifestations est la fixation d'une date pour la prochaine* ».

La CGT, qui paraît le plus souvent comme plus radicale que la CFDT, FO ou la CFE-CGC, peut-elle se maintenir entre un anticapitalisme de moins en moins affiché et un réformisme de plus en plus affirmé ?

La mobilisation en cours sera de toutes les façons décisive pour le syndicalisme, pour la CGT. Une victoire même partielle modifierait significativement le rapport de forces au bénéfice des salariéEs et mettrait en meilleure situation la direction confédérale en matière de bilan et de succession. Dans le cas contraire, les reculs sociaux risquent de s'amplifier et la crise du syndicalisme risque de s'approfondir. Mais dans tous les cas les chantiers du syndicalisme et donc ceux de la CGT resteront ouverts.

D'abord une stratégie, des objectifs « politiques » à (re)définir après l'abandon de la « *socialisation des moyens de production* » et en actualisant les principes de la Charte d'Amiens autour de la « *double besogne* ». Ensuite la tactique dans les luttes. La mise au placard du « syndicalisme rassemblé » ne résout pas la question de la nécessaire unité des salariéEs dans les mobilisations ni celle de la capacité à dépasser l'unité des organisations par l'unité de celles et ceux qui sont mobiliséEs. Il s'agit là du point le plus aveugle du syndicalisme : l'auto-organisation, combattue avec acharnement par la grande majorité des confédérations. Le prétexte c'est la représentativité, la stratégie des syndicats, opposées à la spontanéité, suspecte de manipulations politiques. Un sectarisme qui vise à préserver les prérogatives des structures et leur pérennité.

Cette question renvoie à l'inexistante démocratie interne. Certes, la désignation des responsables de structures, du syndicat d'entreprise à la

direction confédérale en passant par toutes les structures intermédiaires ne se décident plus dans les locaux du PCF. Mais le mandatement pour les congrès fédéraux ou confédéraux reste entre les mains des appareils ainsi que les propositions pour les candidatures de dirigeantEs. Ces dernières ne mettant pas à l'abri de luttes de fractions plus ou moins politiquement identifiables. Et ces derniers mois ont vu des opérations d'anti-démocratie syndicale que l'on pensait disparues. Par exemple le conflit opposant la fédération des services publics, associée au syndicat parisien du nettoyage, au syndicat de la petite enfance, puis à l'Union syndicale Ville de Paris, qui a conduit au départ de plusieurs centaines de militantEs, notamment vers la FSU. Ou encore l'exclusion du syndicat CGT historique de PSA Poissy mise en œuvre par la Fédération de la métallurgie avec l'appui de l'UD 78. Une succession de démissions de membres de la direction confédérale ont également illustré les graves manquements à un fonctionnement démocratique.

Et enfin en ce qui concerne une réelle prise en compte des combats dits sociétaux : si des avancées essentielles existent, des réticences persistent, alimentées par les tensions internes. Comme le refus de validation d'une déclaration du Collectif inter-organisations de lutte contre les violences sexistes et sexuelles par le bureau confédéral ou le refus de sanction contre les militants coupables de ces violences.

On peut regretter que les débats d'un congrès confédéral ne mobilisent qu'une faible partie du corps militant. Ils reflètent cependant l'état du syndicalisme et des difficultés rencontrées par les militantEs combattifs. Les positionnements connus ou supposés des candidatEs ne sauraient déterminer un positionnement sur des personnes. Les questions soulevées ici de bureaucratisme, de dépolitisation, de refus de toute forme d'auto-organisation ne relèvent pas de la compétence ou de la bonne volonté d'un ou une secrétaire confédérale.

Quitte à se répéter, les semaines de mobilisations qui viennent seront déterminantes pour l'évolution du syndicalisme notamment CGT et au-delà dans l'évolution de la situation sociale. □

Une laïcité dévoyée et instrumentalisée à l'école

PAR ANTOINE BOULANGÉ

Depuis une vingtaine d'années, la laïcité est devenue un prétexte de plus en plus invoqué pour justifier de nombreuses discriminations. La loi de 2004 interdisant le port du foulard à l'école a marqué une étape importante dans le développement d'une islamophobie d'État. Sous Macron, contrairement à ses promesses, cette instrumentalisation de la laïcité n'a cessé de s'accroître.

Par exemple, en 2019, le fasciste Julien Odoul demandait à une mère d'élève portant le foulard de sortir du Conseil régional « *au nom de la laïcité* ». Et Blanquer, ministre de l'Éducation Nationale, le soutenait en déclarant que « *le voile n'est pas souhaitable dans notre société* ».

Il y a quelques semaines, c'est à l'INSPÉ de Paris (Institut national supérieur du professorat et de l'éducation, composante d'une université chargée de la formation des enseignantEs du primaire et du secondaire, ainsi que des conseillerEs principaux et principales d'éducation) qu'on assistait à un nouvel incident. En effet, un cours sur la laïcité a donné lieu à des propos clairement islamophobes, dignes d'Éric Zemmour. Pour « former » (on pourrait plutôt dire déformer !) à la laïcité, on pouvait lire dans le document officiel du cours : « *Une fois posés les objectifs politiques et les idéaux de vie en société, il apparaît que certaines religions entravent plus ou moins l'action politique ou menacent plus que d'autres le corps social. [...] si certaines religions sont plus dangereuses que d'autres, il n'y a aucune raison que l'État s'en tienne à une sorte d'égalité de traitement. [...] Si l'objectif est la préservation d'un art de vivre traditionnel et le maintien d'une certaine conception des rapports homme-femme, l'Islam, qui est*

une religion non traditionnelle en terre française, devra être combattu plus que le catholicisme¹. »

Pour comprendre comment on a pu en arriver là, il est essentiel de revenir sur la construction de la notion de laïcité à l'école dans la République française et son histoire.

NAISSANCE DE L'ÉCOLE LAÏQUE

Apparue lors de la Révolution française, l'idée de laïcité est l'enjeu de nombreuses luttes au XIX^e siècle. La bourgeoisie triomphante va progressivement conquérir les bastions de l'Ancien Régime, marqué par une quasi fusion entre le pouvoir temporel, représenté par le Roi, et le pouvoir spirituel, représenté par l'Église. Dans sa lutte pour le pouvoir, la bourgeoisie lutte donc contre l'idéologie religieuse : il lui a fallu déposséder l'Église catholique et lui arracher le contrôle de l'enseignement afin d'inculquer au peuple l'idéologie conquérante de la nouvelle classe au pouvoir. La volonté de la bourgeoisie d'ouvrir l'école avait un aspect progressiste, en même temps que la bourgeoisie donnait à la laïcité un aspect élitiste, justifiant les inégalités sociales selon le mérite.

Face à la croissance des premiers syndicats et des premiers partis socialistes, les membres les plus éclairés

de la bourgeoisie comprennent qu'il est nécessaire d'étendre rapidement aux classes laborieuses l'éducation républicaine. Jules Ferry, fondateur de l'école laïque, déclare explicitement : « *Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. On y exalte l'Ancien Régime et les anciennes structures sociales. Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871²* » Les dates qu'il cite sont celles de la naissance et de l'écrasement de la Commune de Paris. L'éducation devient à cette période un enjeu majeur. En 1880, il y a 75 000 écoles en France, scolarisant 5 600 000 élèves dans les salles d'asile et les écoles primaires publiques ou privées³.

La bourgeoisie républicaine veut un système d'État, enfin séparé de la domination de l'Église catholique. En 1881, Jules Ferry fait voter la loi rendant l'école gratuite et obligatoire, et en 1882, la loi sur la laïcité de l'enseignement public : l'école républicaine est



B3b © Autonome de Solidarité Laïque

enfin née. En séparant l'école publique de l'Église catholique, Jules Ferry prétend mettre en place une école neutre et laïque.

Il fallait la rendre gratuite et obligatoire pour montrer que la scolarisation de touTEs était un impératif de l'État qui s'imposait aux familles sous la surveillance d'une commission municipale scolaire, et assurer cette obligation entre 6 et 13 ans, alors qu'en 1880 beaucoup d'enfants encore ne fréquentaient assidûment l'école qu'entre 8 et 10 ans. Une présence plus longue et plus régulière, voilà le but recherché pour que l'école joue efficacement et pleinement son double rôle d'instruction et d'éducation. Grâce à l'éducation, il s'agit de former la masse de la population pour répondre au besoin croissant de main-d'œuvre qualifiée, nécessité par l'industrialisation et le développement du capitalisme, mais aussi pour éviter qu'une expérience révolutionnaire telle que la Commune ne se reproduise.

Jules Ferry envoie ainsi une lettre aux instituteurICES, les fameux « hussards de la République » : « Faire aimer la République est une politique nationale : vous pouvez, vous devez la faire entrer, sous les formes voulues, dans l'esprit des jeunes enfants⁴ ».

La prétendue neutralité de l'école ne fait alors que cacher le véritable monopole idéologique qu'exerce le gouvernement sur l'enseignement. L'école est ainsi mise au service de la politique colonialiste et militariste de l'État. En 1885, Ferry, que l'on surnommait « Tonkin-Ferry » – le Tonkin étant le nom donné au nord du Vietnam colonisé –, déclare ainsi à l'Assemblée nationale que la colonisation est juste car « les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures, un droit parce qu'il y a un devoir pour elles, celui de civiliser les races inférieures⁵ ». Yves Gaulupeau, directeur du Musée national de l'Éducation, révèle des aspects longtemps occultés : « C'était l'époque des "bataillons scolaires", une invention républicaine due à Paul Bert et lancée en 1882. Il s'agissait de profiter du passage des élèves à l'école primaire pour leur inculquer à coups d'exercices militaires des notions de "citoyenneté patriotique". Les enfants s'exerçaient à défiler avec un faux fusil avec baïonnette en bois, mais ils faisaient aussi des exercices de tirs à balle réelle, hors de l'école, dans des stands de l'armée. Les récompenses, des croix d'honneur, sont les copies conformes des médailles militaires et pour les punitions, les martinets ont passablement servi⁶. » Pour Jules Ferry, l'école est un moyen de « dresser » les masses ignorantes,

dirigées par une élite civilisatrice, la bourgeoisie républicaine.

L'école est alors le moyen de créer et de répandre sur tout le territoire le mythe de la Nation : « *L'image de la France comme une "personne" est née dans une culture écrite, transmise de siècle en siècle, au sein d'une élite de clercs, de nobles, d'intellectuels aristocrates et bourgeois, dont la bourgeoisie fondatrice de la III^e République était l'héritière. Cette dernière mit en forme, pour l'école publique, une vulgate historique de la France une et indivisible créée par les rois et relayée par la nation révolutionnaire. Sur la table rase de l'ancienne religion royale, une religion de la France, inspirée par la version nationaliste et jacobine de la Révolution, fut le socle de l'imaginaire républicain⁷.* »

Marx et Engels expliquaient il y a cent cinquante ans déjà : « Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante⁸ ». L'idéologie républicaine n'échappe pas à cette règle. Jules Ferry n'a jamais voulu une école neutre. Il a voulu une école au service de la bourgeoisie. Fondateur mythique de l'école



républicaine, laïque, Jules Ferry n'hésita pas à multiplier les concessions aux conservateurs : « *Il existe alors un consensus républicain pour abolir les dispositions portant sur le contrôle des institutions par le clergé. Cela permet, en quelque sorte, de libérer la liberté de pensée. Mais Jules Ferry, au nom de la liberté de conscience, aurait voulu qu'un cours facultatif de religion puisse exister. C'est finalement une autre solution qui a prévalu : la vacance scolaire, un jour par semaine, pour faciliter le maintien du catéchisme*⁹. »

L'Église catholique put maintenir dans la plupart des écoles publiques une aumônerie. Le calendrier scolaire fut construit autour du calendrier catholique. Les crucifix furent maintenus dans la plupart des classes. Jules Ferry lui-même exalte les valeurs chrétiennes et la nécessité pour les instituteurICES de développer les valeurs spirituelles. En même temps que l'État développe son contrôle sur l'éducation, il favorise l'école privée, élitiste et réactionnaire. En 1880, les effectifs des églises confessionnelles, quasi exclusivement catholiques, sont de 500 000 : elles passent à 1 250 000 au début du siècle¹⁰.

L'école n'est évidemment pas neutre : elle est un outil idéologique et politique essentiel au service de la colonisation.

Pour installer des relais « blancs » dans les colonies, pour exploiter et piller sans vergogne ces pays, l'État a un besoin important de main-d'œuvre. Les missions catholiques vont être tout au long de la colonisation un relais idéal. Un fusil dans une main, un crucifix dans l'autre, l'État français allait civiliser l'Afrique, l'Asie... La laïcité servait de masque quant à la véritable nature de l'école capitaliste. Ce fut seulement en 1905 que fut proclamée officiellement la séparation de l'Église et de l'État. Les congrégations religieuses avaient ouvertement pris position contre Dreyfus, véhiculant toutes les pires campagnes antisémites. C'est à cette époque qu'apparurent les premières ligues fascistes. Le génocide des CommunardEs n'avait pas suffi à briser la résistance ouvrière. Une partie de la gauche, autour de Jaurès, fut très active dans la campagne de soutien qui réussira à innocenter Dreyfus après plus de dix ans de luttes. En 1905, dix ans après la création de la CGT, en cette année de fondation du Parti Socialiste français, sous la pression des forces de la gauche, la bourgeoisie dut céder : la séparation de l'Église et de l'État fut enfin proclamée.

Pourtant, jamais la place de l'Église dans l'école ne sera sérieusement combattue. Parce qu'elle a continuellement besoin d'une idéologie et de mythes pour maintenir sa domination, la bourgeoisie n'a jamais voulu

véritablement lutter contre les institutions religieuses, et s'est bien souvent alliée avec la hiérarchie catholique. En 1914, au moment même où commence la Première Guerre mondiale, la loi qui interdisait aux congrégations religieuses d'enseigner est suspendue, puis elle sera abrogée par le régime de Vichy en 1940. En 1918, après la Première Guerre mondiale, elle n'appliquera pas la loi de 1905 en Alsace-Moselle – région appartenant auparavant à l'Allemagne – car elle a besoin de s'allier avec la hiérarchie catholique réactionnaire pour contrer le développement des luttes ouvrières inspirées par la révolution russe¹¹.

En 1951, de nouvelles concessions sont faites, avec l'autorisation du financement des établissements privés ; puis en 1959, de nouvelles facilités sont offertes aux établissements religieux sous contrat, dont les enseignantEs et les frais d'externat sont payés par l'État.

Après la victoire de 1981, la gauche renonce aussi rapidement à affronter les milieux de la droite traditionnelle qui soutiennent l'enseignement catholique. Mitterrand avait pourtant promis le « Spulen », c'est-à-dire un grand Service Public Unifié et Laïc de l'Éducation Nationale, qui devait supprimer l'enseignement confessionnel. En 1984, alors que la droite se mobilise pour l'école privée, le gouvernement de gauche abandonne ce projet : Alain Savary, qui voulait remettre en cause les privilèges du privé, est remplacé par Jean-Pierre Chevènement, qui revient à la loi Debré de 1959.

QUELLE LAÏCITÉ DÉFENDRE À L'ÉCOLE ?

Initialement, la loi de 1905 n'est pas une loi « anti-religieuse ». Elle a trois principes fondamentaux : séparation de l'Église et de l'État, neutralité religieuse de l'État et liberté de culte. Or on voit bien que ces principes ne sont pas respectés.

L'enseignement privé sous contrat, qui a le droit de choisir ses élèves et bénéficie aux catégories sociales



les plus favorisées, est développé au détriment du public, l'État refusant aux établissements publics les moyens pour embaucher, construire des locaux, avoir du matériel. En 2023, la subvention de la Région Île-de-France versée aux lycées publics a baissé de 15,5 millions d'euros, soit un total de 65,5 millions d'euros alors qu'elle est de 69 millions d'euros pour les établissements privés, en grande majorité catholiques, qui scolarisent beaucoup moins d'élèves. Le Rectorat de Paris suit la même politique : « *les établissements privés de la capitale disposent de plus d'heures d'enseignement rapportées au nombre d'élèves que leurs homologues du public, pour la filière générale du lycée*¹². »

La laïcité que nous défendons concerne la séparation de la religion et de l'enseignement, et non une quelconque prise de position sur les croyances religieuses des élèves. Nous sommes opposés au fait que l'enseignement soit lié d'une manière ou d'une autre aux institutions religieuses. Ce combat est loin d'être réglé. Nationalement, l'enseignement privé, à 95% catholique, est largement financé par l'État. Il y a 1 500 aumôneries catholiques dans l'enceinte même d'établissements publics¹³. Le calendrier scolaire lui-même n'est pas neutre : on reproche à des élèves musulmanEs de s'absenter pour l'Aïd, mais les vacances sont fixées aux périodes de Noël, de Pâques, de la Toussaint, et tous les jours fériés sont basés sur le calendrier catholique. S'il s'agit de lutter pour la défense de la laïcité, on voit donc que de nombreux combats sont encore à mener, au lieu de s'en prendre aux musulmanEs.

Aujourd'hui, la défense de la laïcité peut servir à défendre des valeurs réactionnaires et à revenir sur un certain nombre d'avancées qui ont été gagnées en 1968. Certains, à gauche comme à droite, dénoncent à juste titre la présence envahissante des marques à l'école, sur les tee-shirts, les chaussures, les cahiers... Leur proposition est de rétablir la « blouse », c'est-à-dire de revenir à l'uniforme. À partir d'un souci juste, on peut ainsi arriver à des conclusions réactionnaires si on déconnecte ces questions des luttes. En effet, l'uniforme n'est absolument pas plus progressiste que la présence des marques : il n'a jamais remis en

cause les inégalités sociales. Le port de l'uniforme s'inscrit en réalité dans la logique d'un retour à l'autoritarisme et aux valeurs morales, incarné pendant cinq ans par Blanquer. En octobre 2021, il « *partait en guerre contre le wokisme, l'islamogauchisme, la cancel culture* » en lançant un *think tank* réactionnaire afin que « *La France et sa jeunesse échappent* » à cette idéologie, ajoutant que « *la République est aux antipodes du "wokisme"*¹⁴ ». Il n'a cessé d'instrumentaliser la laïcité pour en faire une idéologie de droite, voire d'extrême droite. En janvier 2022, il inaugurerait même un pseudo colloque « antiwoke » à la Sorbonne, au côté de la fine fleur raciste de l'extrême droite, colloque dont le service d'ordre était assuré par l'UNI ...

Blanquer ignore volontairement tous les vrais problèmes de l'école, et même il les aggrave : suppressions de postes, précarité, difficultés économiques et sociales des familles, destruction progressive du service public, pour construire une école encore plus inégalitaire, et en partie privatisée. En octobre 2022, le gouvernement a été obligé de publier les IPS (indices de positionnement social) des établissements scolaires alors qu'il faisait tout pour les cacher. Cela a mis en évidence une véritable « *ségrégation éducative*¹⁵ », à l'opposé des valeurs que serait censée défendre une véritable école laïque. Et le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, ne semble pas rompre avec la politique de Blanquer. Par exemple, il refuse de répondre sur la multiplication des actes homophobes avérés au lycée Stanislas à Paris, établissement sous contrat qui touche des millions d'euros de fonds publics. Ainsi, la laïcité est bien une valeur à géométrie variable pour ceux qui nous gouvernent.

La laïcité fut une valeur que la bourgeoisie porta dans sa lutte contre l'aristocratie. C'est maintenant la bourgeoisie qui a besoin d'une religion pour justifier sa domination, réduisant les idéaux de 1789 à des mythes. Ainsi, une véritable laïcité exigerait deux conditions : d'une part, la séparation complète des institutions religieuses et de l'État ; d'autre part, la constitution d'une école publique unique et totalement gratuite, ouverte à chacunE, croyantE ou non, quelle que soit sa

religion ; et enfin, une école indépendante de tout intérêt privé.

Une école « neutre » est une illusion : nous voulons une école ouverte sur le monde, où les débats qui règnent dans la société fassent partie intégrante de l'école. La laïcité, telle qu'elle est actuellement imposée dans l'Éducation nationale, empêche la liberté d'expression : elle fragilise encore plus les opprimés ; comme il y a cent ans, l'école est toujours soumise aux intérêts capitalistes. Au contraire, nous luttons pour une école qui unisse les opprimés, où l'on refuse tous les tabous, qui étudie toutes les religions, toutes les idées, le patrimoine culturel de toutes les sociétés ; une école qui fasse de l'histoire humaine, non un moyen de domination, mais d'émancipation. Or cette école se heurte directement aux institutions étatiques bourgeoises : sa mise en place nécessitera le renversement de l'ordre dominant. Seule la classe ouvrière, alliée aux opprimés, classe la plus nombreuse et la plus assoiffée de connaissances parce qu'elle en est privée, y a intérêt. □

1) Voir l'article publié en lignesurcesujet : <https://www.blast-info.fr/articles/2023/info-blast-comment-lislamophobie-est-enseigne-aux-futurs-profs-ZtV6Ret5Zuhp6NUjn4UCw>

2) Voir Suzanne Citron, *Le Mythe national. L'Histoire de France revisitée*, Éd. de L'Atelier, 1991.

3) J.-M. Gaillard, « *Aux racines de l'école de la République* », *Le Monde de l'Éducation*, n°283, juillet-août 2000, p. 20-22.

4) Voir J.-M. Gaillard, article cité.

5) Jules Ferry, *discours aux députés du 28 juillet 1885*, cité par Suzanne Citron dans *Le Mythe national*, op. cit.

6) Y. Gaulupeau, *Le Monde de l'Éducation*, n°283, juillet-août 2000.

7) Suzanne Citron, *Le Mythe national*, ouvrage cité.

8) K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*.

9) Y. Gaulupeau, article cité.

10) Idem.

11) Idem.

12) Source : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/01/18/de-l-ecole-alsacienne-a-saint-jean-de-passy-ces-lycees-parisiens-privés-tres-bien-dotes-par-rapport-au-public_6158385_4355770.html

13) Y. Gaulupeau, article cité.

14) Source : https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/10/13/jean-michel-blanquer-la-france-et-sa-jeunesse-doivent-echapper-a-l-ideologie-woke_6098250_3224.html

15) <https://www.lagazettedescommunes.com/831228/segregation-scolaire-ce-que-revele-lindice-de-position-sociale-ips/>

« La situation mondiale est celle d'une nouvelle guerre froide »

ENTRETIEN AVEC GILBERT ACHCAR

Un entretien avec Gilbert Achcar, réalisé à l'occasion de la parution de son nouvel ouvrage « The New Cold War: The United States, Russia, and China from Kosovo to Ukraine » (« La Nouvelle Guerre froide : États-Unis, Russie et Chine, du Kosovo à l'Ukraine »), qui sera publié aux éditions Verso le 4 avril prochain. Propos recueillis par Thierry Labica

L'Anticapitaliste : Une première question concerne la manière dont tu périodises la situation internationale pour laquelle tu donnes une seconde vie à l'expression de « guerre froide ». Celle-ci est censée avoir pris fin autour de 1990. Alors où faut-il placer et comment caractériser ce renouveau, selon toi ?

Gilbert Achcar : Le livre que je publie cette année reprend en partie sous le même titre celui que j'avais fait paraître en 1999. Le sous-titre change bien sûr, mais le titre principal (La Nouvelle Guerre froide) est resté le même. Le livre de 1999 avait pour sous-titre « Le monde après le Kosovo » et celui qui sort maintenant a pour sous-titre « États-Unis, Russie et Chine, du Kosovo à l'Ukraine ». La réponse à cette question se situe dans l'intervalle entre ces deux livres, en quelque sorte ; il y a eu transition vers une nouvelle guerre froide dans les années 1990. L'ancienne s'est achevée avec la fin de l'Union soviétique. Elle avait déterminé un certain type de relations internationales et avait connu, dans ses dernières décennies, une alliance Chine-États-Unis contre l'URSS, depuis le tournant opéré par Washington sur la question chinoise sous Nixon-Kissinger. L'écroulement de l'URSS a changé beaucoup de choses avec notamment l'émergence

d'une Russie post-soviétique très affaiblie et la possibilité d'un nouveau rapport entre Pékin et Moscou.

Les années 1990 ont été une période de transition. Comme tout grand tournant historique, elle a connu plusieurs possibles qui, cependant, dépendaient tous d'une décision centrale, celle du pays qui se vivait comme traversant un « moment unipolaire » selon l'expression de l'époque. Très bonne formule au demeurant en ce qu'elle signalait à la fois la suprématie des États-Unis et un *moment* historique transitoire (et non la « fin de l'histoire » !). Au cours de ces années 1990, c'est l'administration Clinton qui s'est trouvée confrontée à ce monde de l'après-Guerre froide et les choix qu'elle dut faire n'allèrent pas de soi, avec de véritables débats et de véritables désaccords au sein de l'*establishment* américain sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la Russie et, en particulier, sur ce qu'il fallait faire de l'OTAN, la principale pierre d'achoppement dans ce contexte. Cette administration en vint à faire les choix non seulement du maintien de l'OTAN, malgré la dissolution de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie, mais aussi d'une mutation de l'Alliance dans un sens interventionniste (dans les Balkans, en Afghanistan, etc.), ainsi que, surtout, de l'élargissement de l'OTAN à l'Est, en empiétant sur ce qui était la sphère de

domination soviétique, voire sur des républiques de l'ex-URSS : les États baltes, d'abord, avec en perspective, l'Ukraine et la Géorgie. Ces choix-là ont considérablement envenimé les rapports avec la Russie. Ils y ont déterminé la crispation nationaliste qui, combinée à la situation économique du type Allemagne de Weimar qu'a connue la Russie dans les années 1990, a produit Vladimir Poutine. Après avoir été coopté par Eltsine en 1999, Poutine est devenu président en 2000. Il représente l'aboutissement de cette phase de transition durant laquelle les États-Unis se sont mis à dos la Russie et parallèlement, la Chine. Car c'est la même administration Clinton qui s'est lancée dans un bras de fer avec la Chine, aboutissant à la tension la plus forte avec Pékin depuis les années 1950. C'est ainsi que ces deux pays, la Russie et la Chine, vont être naturellement poussés à collaborer, notamment avec la vente massive d'armement, y compris d'armement sophistiqué, de la Russie à la Chine.

Il s'est donc mis en place les ingrédients qui, avec la guerre du Kosovo, menée par l'OTAN, en contournant l'ONU, contre l'avis de Pékin et de Moscou, ont fait basculer la situation mondiale dans une nouvelle guerre froide.

Beaucoup parlent, en effet, d'une « guerre froide » plus spécifiquement

entre les États-Unis et la Chine depuis quelques années. On pense au récent épisode de tensions autour de Taïwan, à la guerre commerciale, un peu plus tôt, durant le mandat de Trump et, avant cela encore, à la politique d'Obama avec son slogan du « pivot vers l'Asie » et l'affichage d'un durcissement vis-à-vis des nouvelles ambitions chinoises dans toute la région sud-asiatique et au-delà. Au-delà du tournant dont tu parles, dans les années 1990, il semble qu'il y ait eu des inflexions supplémentaires dans l'attitude des États-Unis vis-à-vis de la Chine, aboutissant à une guerre froide proprement américano-chinoise. Est-ce bien le cas, selon toi, et si oui, comment est-ce que tu situes cette évolution particulière ?

L'affaire de Taïwan a rebondi dans les années 1990. Quand, sous Nixon, les États-Unis ont reconnu la Chine populaire, ils ont confirmé leur adhésion au principe de la « Chine unique » (« *One China policy* »), d'ailleurs également défendu par le gouvernement du Guomindang à Taïwan. C'est ainsi que la reconnaissance de Pékin par Washington s'est accompagnée de la sortie de Taïwan des Nations unies, avec assentiment américain. Les États-Unis ont donc maintenu des rapports avec Taïwan sans complication majeure, tant que le Guomindang était aux commandes sur l'île. Les choses ont changé avec l'arrivée au pouvoir des indépendantistes taïwanais qui se trouve coïncider avec le moment où la Chine prend son envol économique dans les années 1990. Ce n'est plus la Chine faible des années 1970 ou même 1980. Les États-Unis vont commencer à voir la Chine de plus en plus comme un rival potentiel principal après la disparition de l'Union soviétique et l'épuisement de la Russie. Ils voient, ou plutôt veulent voir, dans la montée économique de la Chine la montée d'un péril parce qu'il s'agit pour eux de justifier le maintien des rapports de tutelle qu'ils ont avec leurs alliés européens et japonais et autres alliés asiatiques, dont la Corée du Sud. Washington présente la Russie et la Chine, dans les années 1990, comme des risques pour le système occidental, poussant ces deux pays à collaborer entre eux. C'est ainsi que se créent les conditions d'une nouvelle guerre froide.

Le moment clé ici, un peu comme 1949 pour la première guerre froide, c'est la guerre du Kosovo, qui marque un basculement. Jusque-là, on était encore

dans le discours du « nouvel ordre mondial » de Bush père – un « nouvel ordre mondial » qui allait s'appuyer sur les règles du droit international, selon sa promesse. Mais voilà que les États-Unis se lancent (avec l'OTAN cette fois-ci, ce qui aggrave les choses) dans la guerre du Kosovo en contournant le Conseil de sécurité, ce qui a pour effet de considérablement irriter et inquiéter tant les Russes que les Chinois. Ce basculement inaugure donc une situation de guerre froide au sens où, du côté des États-Unis, très claire-



Gilbert Achcar à l'Université d'été du NPA. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

ment, on constate le maintien d'un niveau de dépenses militaires très élevé (conformément à la principale caractéristique de la « guerre froide » qui était le haut niveau de dépenses militaires des États-Unis, contrastant énormément avec ce qui avait été la norme pour la période antérieure à la Seconde Guerre mondiale). Face à cela, la Russie décide de faire valoir sa technologie militaire, seul secteur industriel légué par l'Union soviétique à tenir encore la route. La Chine, d'autre part, va se lancer dans un programme d'armement graduellement expansif. Elle sait qu'elle a d'abord besoin de se construire économiquement. Elle va donc adopter pendant de longues années une attitude plutôt conciliante, ferme mais non agressive, au nom de ce que l'on a appelé à Pékin le « développement pacifique ». La Chine avait besoin de recourir aux investissements américains et occidentaux, tout en construisant sa force militaire sans ostentation. Quant à la Russie, grâce

à la remontée des prix du pétrole, elle va pouvoir investir massivement dans son secteur militaire qui d'ailleurs constitue sa principale industrie d'exportation de produits manufacturés sophistiqués.

Après les attentats du 11 septembre 2001, face à l'offensive vengeresse menée par les États-Unis et soutenue par une opinion publique chauffée à blanc, les deux pays – Chine et Russie – se mettent en retrait face à Washington. Ils laissent passer l'orage. Mais bien vite, les choses basculent avec l'occupation

de l'Irak en 2003, deuxième moment clé de la détérioration des relations internationales. C'est la deuxième entreprise militaire menée par les États-Unis en violant la légalité internationale et en contournant le Conseil de sécurité, car elle se fait contre le gré de Moscou et Pékin, mais aussi, en l'occurrence, de Paris et Berlin.

La Russie avale bon gré mal gré la pilule amère de l'adhésion des États baltes à l'OTAN en 2004, mais désigne la Géorgie et l'Ukraine comme une ligne rouge. C'est à partir du moment où l'administration Bush fils montre sa détermination à intégrer la Géorgie et l'Ukraine que les choses vont complètement s'envenimer. Les incursions militaires russes en Géorgie en 2008, puis en Ukraine en 2014, se situent dans la droite ligne de ce qui nous mène à la situation actuelle.



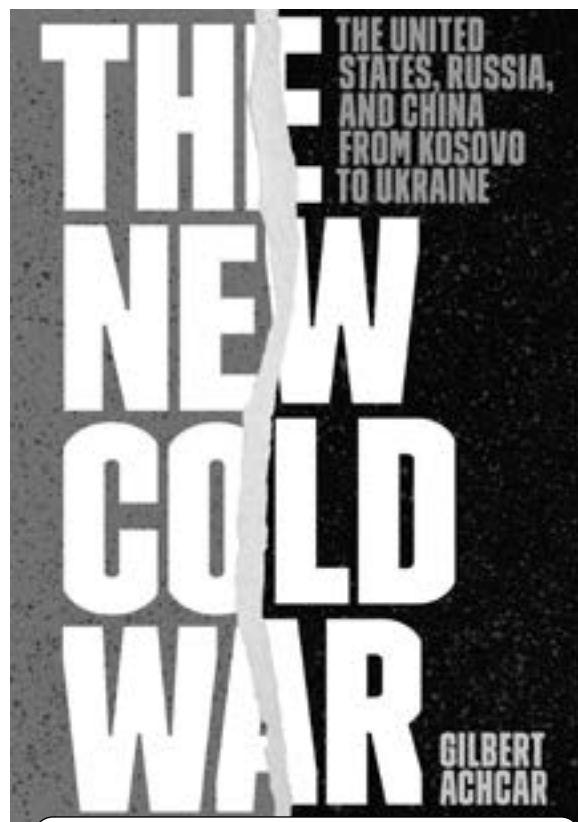
Ces explications sont une bonne occasion d'avoir ton avis sur une question récurrente aujourd'hui : il y a un débat maintenant assez lancinant à propos de la caractérisation de la Chine qui selon certains, serait devenue elle aussi une puissance impérialiste à part entière. Qu'en penses-tu ?

Il me semble assez clair que la caractérisation du système chinois comme capitalisme bureaucratique fait sens. En revanche, je suis plus prudent sur la caractérisation de la Chine comme « impérialiste ». Je crois que c'est une question beaucoup plus complexe qui supposerait une analyse affinée de la nature des investissements de la Chine à l'étranger et de leur finalité. Parce qu'il est loin d'être certain que la Chine tire des bénéfices majeurs de ce qu'elle entreprend à ce niveau, en particulier avec le programme des « nouvelles routes de la soie ». Ce programme en l'occurrence a coûté jusqu'ici bien plus à la Chine qu'il ne lui a rapporté. Je suis donc plus réservé sur la caractérisation de la Chine comme « impérialiste », qui supposerait aussi que l'on traite de ses rapports économiques avec l'Afrique, par exemple, comme on le ferait pour les rapports économiques avec la France ou les États-Unis. Je ne suis pas sûr que ce soit correct et que si un gouvernement révolutionnaire voyait le jour en Afrique, il devrait adopter la même attitude vis-à-vis de toutes ces puissances.

Donc là-dessus, je suis pour le moment réservé. Il y a une différence certaine entre caractériser un pays comme *capitaliste* et le caractériser comme *impérialiste*, qui supposerait, selon la définition classique, que l'État chinois soit dominé par le grand capital et se lance dans la bataille mondiale pour l'appropriation du monde. Or, il me semble que le capitalisme bureaucratique chinois ne correspond pas à une telle description. Il y a une situation spécifique avec une bureaucratie de type stalinien à l'origine, qui domine l'État et l'économie. Le ressort principal du pouvoir se trouve dans cet assemblage bureaucratique singulier. La Chine est en outre un État qui émerge du Sud global et qui, du point de vue du PIB par habitant, reste loin derrière les pays occidentaux. Pour ces diverses raisons, le mettre dans

la catégorie des pays impérialistes me semble beaucoup plus discutable.

Pour la Russie, en revanche, je n'ai pas d'hésitation sur le qualificatif d'impérialiste. Le régime de Poutine a évolué dans un sens que l'on peut même qualifier de néofasciste, au sens où l'on y retrouve certains traits idéologiques et politiques du fascisme, combinés avec un semblant de démocratie et de sanction périodique par le suffrage universel, ce qui est caractéristique du néofascisme aujourd'hui. L'État russe est dominé par de grands groupes monopolistiques comme Gazprom, dans lesquels la limite entre privé et public est très poreuse, et



Le prochain livre de Gilbert Achcar, à paraître le 4 avril 2023.

dont le rapport avec le reste du monde est clairement impérialiste, un rapport d'exploitation et de domination. Cette porosité public-privé est caractéristique du capitalisme russe d'aujourd'hui ; on la voit même à l'œuvre sur le plan militaire avec l'armée paraétatique dite Groupe Wagner.

Après un an d'invasion russe et de carnage en Ukraine, comment vois-tu évoluer (ou pas) la compréhension du conflit dans divers secteurs de la gauche, au regard des désaccords profonds et des importantes divergences d'appréciation qui se sont fait jour dans les premiers temps de la guerre ?

En ce qui concerne le débat à gauche, il

s'inscrit dans une série de débats depuis le tournant du siècle, depuis un premier cas – l'invasion de l'Irak – où les choses étaient relativement plus simples. Il y a ensuite une série de guerres comme l'intervention en Libye, ou les interventions en Syrie, dans lesquelles les « bons » et les « méchants » n'étaient plus forcément aussi évidents qu'auparavant. L'invasion de l'Irak, c'était encore les « méchants » de la Guerre froide (États-Unis et Grande-Bretagne, en particulier), mais on avait déjà en face un pouvoir tyrannique et criminel, celui de Saddam Hussein. Les cas se sont compliqués par la suite. Ceci a perturbé ceux et celles qui avaient l'habitude de réagir comme par réflexe conditionné dans le sens anti-occidental et surtout anti-américain. D'où un désarroi certain dans la gauche radicale. Mais il reste quand même très difficile pour quelqu'un de gauche de défendre l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il y a certes des gens qui le font ou même soutiennent Poutine, tout en prétendant être de gauche, mais ce sont là de sinistres caricatures qui n'ont même plus l'excuse de défendre une tyrannie anticapitaliste puisque la Russie de Poutine, à la différence de celle de Staline, est dominée par un capitalisme plus sauvage et régressif que ne le sont ceux des pays occidentaux. La question qui a surtout fait débat à gauche est celle de déterminer s'il fallait s'opposer à l'armement de l'Ukraine. Sur cette question, il y a l'incohérence absolue de celles et ceux qui disent que l'invasion de l'Ukraine est répréhensible et la condamnent en exigeant le retrait des troupes russes, tout en se déclarant contre l'armement

de l'Ukraine ! Si on pense que l'Ukraine a été agressée par un voisin qui, de surcroît, est un État impérialiste beaucoup plus fort qu'elle, cela signifie qu'elle est dans la situation de l'opprimé qui a le droit de se défendre et auquel nous devons notre soutien. Si cet opprimé a le droit à l'autodéfense, cela implique qu'il a le droit de s'armer, et de s'armer là où il peut trouver des armes. C'est une affaire de cohérence élémentaire.

Pour autant, il ne faut pas verser dans le discours qui présente la guerre en cours comme celle des « démocraties » contre les pays « autoritaires ». Je viens de caractériser le régime de Poutine comme néofasciste, mais ce n'est pas une raison pour soutenir, contre la Russie, les

puissances impérialistes rivales que sont les États-Unis et l'Otan qui utilisent la situation créée par Poutine pour leurs propres intérêts qui n'ont strictement rien à voir avec la « défense de la démocratie ». C'est une grosse hypocrisie. Il est facile de reconnaître les gouvernements antidémocratiques avec lesquels Washington, Londres, Paris ou Berlin s'entendent très bien.

Pour finir, il y a donc une conjoncture de nouvelle guerre froide, des investissements et des stratégies militaires qui justifient l'emploi de cette expression. Mais qu'en est-il des discours et des justifications idéologiques, au sens plutôt banalement instrumental et propagandiste de la chose ? On pense d'emblée aux utilisations de la « lutte antiterroriste » (sans bien sûr contester que le terrorisme puisse exister bel et bien), à la question de l'islamophobie, mais aussi à un certain discours sur « la Chine » avec récemment une équation pour le moins paresseuse entre Russie-Ukraine et Chine continentale-Taïwan, comme si tous ces « Orientaux » étaient voués à agir de la même manière, alors que les différences d'histoires, de situations et d'enjeux sont considérables. Quand bien même d'ailleurs surviendrait un conflit en la Chine et Taïwan, ce ne pourrait être une simple redite du scénario de l'invasion russe de l'Ukraine...

Voilà une autre raison d'avoir des réserves sur la caractérisation de la Chine comme impérialiste qui induit une série de parallèles de ce type qui peuvent être déroutants. Le contexte historique et légal des rapports de la Chine avec Taïwan est fort différent de celui des rapports de la Russie avec l'Ukraine. Cela ne signifie pas que la Chine serait dans son droit d'envahir l'île, bien sûr, mais que cette question devrait être traitée avec beaucoup plus de prudence et de tact par les États-Unis, dont l'attitude est de plus en plus provocatrice, celle de pyromanes plutôt que de pompiers. Malheureusement, les moutons de Panurge partenaires de Washington dans l'OTAN et autres alliances militaires sont en train de se laisser entraîner dans cette confrontation. L'Europe, en particulier, fait preuve de suivisme et d'absence de souveraineté réelle face aux États-Unis de façon aggravée depuis l'invasion russe de l'Ukraine. Pour Washington,

dans le fond, comme on pourrait le dire pour Saddam Hussein et Oussama ben Laden, si Vladimir Poutine n'existait pas, il leur aurait fallu l'inventer. Il fait partie des ennemis utiles de Washington, ceux qui servent sa stratégie de domination mondiale.

On est donc dans un moment où beaucoup de démocraties libérales dérivent vers ce qu'on appelle le libéralisme autoritaire, ou vers la droite extrême ou l'extrême droite, et évoluent dans un climat récemment marqué par des flambées propagandistes sur le « wokisme », le féminisme, l'antiracisme, etc., qui sont en vérité des ciblage extrêmement agressifs de ce que représente une bonne partie de la gauche actuelle. Je me demande alors ce que tu identifierais comme discours et stratégies rhétoriques de la Nouvelle Guerre froide. « Antiterrorisme », « péril chinois », paniques islamophobes, on connaît. Mais est-ce que tu ferais rentrer la lutte contre le « wokisme », qui est authentiquement épidémique à présent, dans le cadre du discours de la nouvelle guerre froide, au même titre par exemple que les discours de diabolisation du communisme ou du socialisme pendant la première guerre froide ? Ou s'agit-il d'autre chose encore ?

Je crois plutôt que cette question du « wokisme » relève d'un malaise au sein même du capitalisme, au sein même de la domination bourgeoise. Tu n'as pas besoin d'appartenir à la gauche radicale pour défendre les personnes transgenres, pour être féministe ou antiraciste. Entre Hillary Clinton et Donald Trump, par exemple, il y a malgré tout une grande distance sur le plan idéologique. On assiste plutôt au développement d'un discours qui s'inscrit dans la poussée d'extrême droite que l'on voit à l'échelle mondiale, une poussée qui s'est amplifiée et accélérée depuis la Grande Récession de 2007-2009.

L'origine de cela remonte au tournant néolibéral, qui a entraîné une déstabilisation des rapports sociaux à l'échelle mondiale qui s'est traduite, dans un premier temps, par une montée des intégrismes dans toutes les religions, et certainement pas dans le seul islam, une montée des replis identitaires, du racisme, de la xénophobie et de l'extrême droite. Tout ceci a accompagné

la mutation néolibérale. Et puis il y a eu un déclic fort avec la crise de 2008 qui a précipité les choses et poussé ces glissements très loin à droite partout dans le monde. Sur ce fond de désintégration des idéologies progressistes, de crispations identitaires suscitées par la déstabilisation sociale néolibérale, un terrain s'est créé qui a permis aux forces d'extrême droite de monter et ce sont elles surtout qui propagent ce type de discours xénophobes, racistes, misogynes, anti-LGBTQ, etc. Comme à l'accoutumé, ou ce qui l'est devenu, la droite dite « centriste » reprend à son compte en partie ce discours réactionnaire, croyant ainsi freiner son déclin face à la radicalisation sociale. C'est pourquoi je crois qu'il s'agit là d'une crise idéologique au sein même de la domination capitaliste.

Ce n'est pas principalement une arme contre la gauche du type du discours de la Guerre froide d'antan. Cela d'abord parce que la gauche, malheureusement, est trop faible à l'échelle mondiale pour constituer le danger principal auquel le capitalisme est confronté. Quand on a eu la montée du fascisme dans les années 1930, c'était sur fond d'existence de l'Union soviétique et d'un mouvement communiste autrement plus fort que la gauche radicale d'aujourd'hui. De même, l'existence d'une URSS faisant contrepoids aux États-Unis et en phase avec un puissant mouvement communiste ainsi qu'avec une poussée des mouvements anticoloniaux de gauche dans les décennies consécutives à la Seconde Guerre mondiale créait une situation très différente de ce qu'il y a aujourd'hui. La poussée actuelle de l'extrême droite ne vient donc pas barrer la route au communisme (ou à ce qui pourrait lui ressembler) comme dans les années 1930 et le capital n'est pas à la recherche d'un discours anti-gauche pouvant remplacer celui de la Guerre froide. C'est plutôt au premier chef une querelle au sein même du capitalisme sur fond de crise. Nous sommes évidemment concernéEs comme gens de gauche parce que ce sont des ennemis mortels pour nous. Mais nous sommes dans une autre configuration historique. Cela dit, on peut noter que la droite dite « centriste » épouse des pans entiers du discours de l'extrême droite d'autant plus volontiers que la gauche est plus forte dans son pays, comme c'est le cas en France en particulier. □

La révolution au Soudan, ni vaincue ni victorieuse

PAR LUIZA TOSCANO

Depuis quatre ans, la révolution soudanaise défie le pouvoir. Elle s'appuie pour cela sur son auto-organisation et sur les faiblesses d'un pouvoir incapable de l'éradiquer.

La révolution qui débute en 2018 au Soudan a été précédée de plusieurs soulèvements de la jeunesse les années précédentes, dans le sillage des processus à l'œuvre alors dans la région.

Le 13 décembre 2018, c'est la jeunesse scolarisée de Al Damazein (État du Nil Bleu) qui sort dans la rue, suivie le 19 par les populations d'Atbara (État du Nil), contre l'augmentation du prix du pain imposée sur un fonds de mesures d'austérité. Le soulèvement gagne l'ensemble du pays et les militaires évincent Omar El Bachir quelques mois plus tard, pour l'emprisonner. Le mouvement débouche sur une grève politique de nombreux secteurs les 28 et 29 mai, avec le slogan de « 100 % madaniya » (État cent pour cent civil). Quatre jours plus tard les forces de sécurité attaquent des sit-in dans quatorze villes. Le massacre de Khartoum du 3 juin 2019, ou répression du sit-in permanent devant le commandement général de l'armée à Khartoum, qui a fait des dizaines de morts et des centaines de blessés, a été une occasion de vérifier que l'armée n'était pas homogène et que les Forces de soutien rapide (FSR, milices issues des ex-Janjawid, responsables des crimes contre l'humanité commis au Darfour et dirigées par Mohamed Hamdan Dogolo, dit Hemedti, actuel vice-président de la junte militaire), avaient été les auteurs principaux du massacre.

Ce massacre sera suivi d'une grève générale et d'actions de désobéissance civile. Les manifestations continuent contre le pouvoir militaire qui tentera plusieurs formules de gouvernance (conseil militaire de transition, puis conseil de souveraineté qui met en place un gouvernement civil, lui-même renversé par un coup d'État militaire en 2021, puis

un « accord cadre » en décembre 2022, sous supervision internationale) pour tenter de désamorcer le processus et de répondre aux exigences de la Banque Mondiale et du Club de Paris, en vain. Quatre ans plus tard, les manifestations exigeant le départ des militaires n'ont pas cessé, avec leur slogan « Pas de négociations, pas de partenariat et pas de légitimité (pour l'armée) », et les luttes des travailleurs/ses non plus.

L'ORGANISATION DES RÉVOLUTIONNAIRES

Elle a connu deux processus. Les premiers moments de la révolution ont été dirigés par l'Association des professionnels soudanais (APS), une organisation syndicale construite entre 2010 et 2013 par des médecins, ingénieurs, enseignants, journalistes et avocats, dans la clandestinité, les syndicats en place étant liés au pouvoir, qui a joué un rôle moteur dans les premiers mois du soulèvement. Les Comités de résistance vont émerger à l'initiative de l'APS afin de démultiplier

les noyaux de la résistance et les manifestations à la base, et rendre plus difficile la répression qui était facilitée par la centralisation des initiatives. Cependant les Comités de résistance vont se substituer progressivement à l'APS en tant que direction de la révolution. Ils sont une forme horizontale d'auto-organisation, se structurent sur une base locale et en toute indépendance. Ils organisent les luttes, principalement les manifestations, puis la lutte contre la répression, les familles des victimes leur vouant leur confiance. Ils ont été amenés à organiser la résistance au quotidien, notamment par la désobéissance civile. Puis bien des Comités vont administrer des aspects de la vie quotidienne dans les quartiers, rôle remarquable lors la pandémie de Covid, les autorités s'avérant défailtantes. Ils constituent une référence au point que des secteurs en lutte ont adopté la formule du Comité de résistance pour conduire leur contestation comme les agriculteurs de l'État du Nord qui ont constitué des comités pour organiser leurs barrages contre



ProfesseurEs de l'université de Shendi en grève. © Radio Dabanga

l'augmentation du prix de l'électricité et qui se sont transformés en comités de résistance au pouvoir militaire. Sous le gouvernement demi-civil, certains ont été amenés à s'affronter à ce dernier,

Plusieurs questions restent pourtant latentes :

Les mobilisations sociales sont incessantes, et connaissent un regain avec les difficultés économiques générées par

militants qui s'opposaient à eux et contribué à alimenter les caisses de la dictature de Poutine¹. Les femmes soudanaises, qui luttent contre le code pénal qui prévoit la flagellation pour port de « vêtement indécent » (sans plus de précision) et redoutent le retour des islamistes, ont une sympathie évidente pour le triptyque « femme-vie-liberté²».

NI VAINCUE NI VICTORIEUSE !

La révolution a quatre ans et le pourquoi de sa longévité se pose en comparaison avec ses pairs arabes. Cela renvoie à son auto-organisation mais aussi à l'absence de répression frontale. Les arrestations, assassinats, disparitions forcées, viols et torture n'ont jamais eu raison des manifestants et de leur volonté de chasser la junte. Cette dernière n'a pas fait le choix de l'écrasement définitif du mouvement, coincée entre les exigences des bailleurs de fonds et celles des révolutionnaires et, d'autre part, le rôle des FSR, détentrices des lingots d'or, et les partis islamistes, dont les éléments récemment libérés commencent à donner de la voix.

Le pouvoir sait que l'armée est hétérogène, que sa base est souvent acquise aux revendications des révolutionnaires. Ces dernierEs le savent aussi, qui se sont adressé aux soldats et dont certainEs ont pensé à les inclure dans leurs programmes sociaux en tant que membres de couches sociales défavorisées³. Toutefois, « jusqu'à présent, la direction militaire n'a pas pu risquer de perdre le contrôle de ses bases par la désobéissance de ses membres, et la direction de masse n'a jusqu'à présent pas été en mesure de convaincre les membres des forces armées de se rebeller contre leurs dirigeants et de se ranger du côté de la révolution afin de réaliser sa première exigence, qui est de remettre le pouvoir à une autorité civile démocratique et de renvoyer les forces armées dans leurs casernes⁴. » □

Le 30 janvier 2023



Manifestation à Omdurman. © Radio Dabanga

notamment sous l'impulsion des luttes écologiques. Les Comités de résistance ont dû former des coordinations pour pouvoir mener à bien les initiatives nationales, notamment les innombrables journées de manifestations.

La réflexion sur le Soudan de demain est à l'ordre du jour dans l'ensemble des comités qui ont élaboré des chartes sur le futur pouvoir au Soudan. Les différenciations sociales à l'œuvre dans les comités, construits sur une base géographique, ont été révélées par les disparités entre les projets de charte, que l'on pourrait résumer sommairement par désignation du pouvoir « par en bas » – et partant, l'accès au pouvoir des populations contre condition de la justice sociale –, contre la désignation d'un pouvoir « par en haut ».

DES RÉVOLUTIONNAIRES AVERTI-E-S

Les révolutionnaires soudanaisEs, à la différence des révolutionnaires dans plusieurs pays arabes, n'avaient pas à se poser de difficiles problèmes d'alliances, le pouvoir qu'ils combattaient étant allié aux islamistes. Les révolutionnaires avaient donc un boulevard devant eux. Ils avaient tiré les leçons des révolutions qui les avaient précédés : la nécessité d'une organisation syndicale, comme en Tunisie, mais surtout la nécessité d'une organisation tout court, qui a tant manqué au *hirak* en Algérie ou ailleurs. Ils savaient aussi que rien ne sert de se contenter de renverser la tête, il faut s'attaquer à tout le régime.

l'inflation. Ainsi au cours du seul mois de janvier 2023, les enseignantEs de plus de 16 000 établissements publics, primaires et secondaires, se sont mis en grève pour trois semaines et viennent de la reconduire, les employéEs de la météo, ventiléEs notamment dans les aéroports, ont débrayé pour deux semaines, tandis que les enseignantEs du supérieur et les employés des instituts de recherche débrayaient pendant trois semaines et que les étudiantEs non inscritEs à cause de l'augmentation vertigineuse des frais d'inscription bloquaient des routes. Ces luttes sont largement parallèles à celles des Comités de résistance mais leurs revendications n'incluent pas le départ de la junte militaire. Les passerelles entre les deux mouvements restent donc à créer. Cela met en exergue la faible implantation des Comités de résistance sur les lieux de travail et l'absence d'un parti révolutionnaire.

UNE RÉVOLUTION ISOLÉE

Le processus a émergé quand d'autres refuyaient dans la région et que la plupart des révolutionnaires du monde entier regardaient ailleurs. Les révolutionnaires soudanaisEs, bien seulEs, se sont déclaréEs solidaires des UkrainienNEs ou des IranienNEs. Elles et ils ont le même ennemi commun avec les premierEs : les milices Wagner qui par leurs sociétés écrans ont pillé les ressources aurifères du Soudan, pollué les sols, agressé les

1) Les SoudanaisEs dénoncent la collaboration entre Hemetti et Poutine | Le Club (mediapart.fr), <https://blogs.mediapart.fr/sudfa/blog/010322/les-soudanais-e-s-denoncent-la-collaboration-entre-hemetti-et-poutine>

2) Femmes Soudanaises solidaires des Iraniennes | laboursolidarity.org, <https://laboursolidarity.org/fr/n/2341/femmes-soudanaises-solidaires-des-iraniennes>

3) بعثت لنا قطانس قيقحت يف ريكفتللى اولوا تاوطنح | نكسرلا قطانم سراج موزان كاتبات, <https://muzankatabat.wordpress.com/2022/11/28/بعثت-لنا-قطانس-قيقحت-يف-ريكفتللى-اولوا-تاوطنح/>

4) بعثت لنا دم فوج أم قه لاسم قالح: نادوسرلا ركسع - رقتراأنا ريبلج (ahewar.org) (traduction de l'arabe), <https://www.ahewar.org/debat/show.art.asp?aid=761356>

Sur la guerre en Ukraine : pour une « bifurcation internationaliste »

PAR VOLA

« Ce qui est peut-être le plus frappant dans nombre de ces débats sur la guerre russo-ukrainienne, c'est que l'on ignore l'opinion des Ukrainiens. Dans certaines discussions de gauche, les Ukrainiens sont encore souvent présentés soit comme des victimes passives avec lesquelles il faut compatir, soit comme des nazis qu'il faut condamner. Pourtant l'extrême droite constitue une nette minorité de la résistance ukrainienne, tandis que la majorité absolue des Ukrainiens soutiennent la résistance et ne veulent pas être de simples victimes passives. »

Taras Bilous¹

Les clivages autour de la guerre en Ukraine vont marquer durablement le paysage de la gauche mondiale et initient des recompositions politiques et idéologiques profondes.

NÉGOCIATIONS DE PAIX FAÇON POUTINE

Depuis le début de l'invasion sanglante décidée par Poutine, un étrange refrain ne cesse de refaire surface : la Russie ferait preuve de bonne volonté, les Ukrainiens d'un jusqu'au-boutisme dangereux. Dernièrement, le jeudi 2 février 2023, Poutine déclarait qu'il était prêt à initier des négociations de paix si les Ukrainiens prenaient acte des « nouvelles réalités territoriales » issues de l'invasion. Une proposition évidemment inacceptable pour la partie ukrainienne, dans la mesure où elle reviendrait à accepter la perte des quatre oblasts fallacieusement annexés par un référendum militarisé, soit environ 20% du territoire ukrainien. Néanmoins, il convient même de douter de ce soi-disant pas en avant du régime russe. Au même moment, les rapports militaires tendent à indiquer que l'armée russe prépare une nouvelle offensive d'envergure tout au long de la ligne de front. Entre 300 000 et 500 000 hommes auraient été massés pour un assaut tous azimuts et selon une stratégie qui ne fait que peu de cas de la vie des soldats russes². Ce n'est pas la première fois que le Kremlin utilise cette méthode du bon

et du mauvais flic, il en est même coutumier. Dès fin mars 2022, la réunion d'Istanbul, où les deux parties avaient commencé à poser publiquement leurs exigences pour la paix, avait coïncidé avec un redéploiement de l'offensive russe dans le Sud et l'Est de l'Ukraine faisant suite à la défaite en rase campagne lors de l'assaut de Kiev. En novembre 2022, alors que le G20 réuni à Bali demandait à la Russie de cesser les bombardements afin de prouver sa volonté d'initier les négociations de paix, ce fut le début d'une vague de bombardements massifs sur tout le territoire ukrainien, visant à détruire les infrastructures énergétiques et à priver des millions de personnes de chauffage et d'électricité à l'orée de l'hiver. Dimitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, déclarait dans le même temps que « *Kiev est tout simplement une ville russe dont les habitants ont toujours pensé et parlé en langue russe. [...] C'est pour que tout soit tout à fait clair, quant à ce qui doit être repris, et comment il le sera* ».

Ce positionnement guerrier du régime russe, indiscutablement opposé à la paix, contraste nettement avec la clarté des revendications côté ukrainien. Rappelons, tout d'abord, que Zelensky fut élu avec 73% des suffrages sur un programme de réconciliation avec la Russie qui s'engageait à mettre un terme au conflit larvé touchant les régions du Donbass et de la

Crimée illégalement occupées. Si, à l'évidence, cette orientation ne rencontrait pas la sympathie poutinienne, la mobilisation populaire et militaire massive des Ukrainiennes et des Ukrainiens pour défendre leur droit à l'existence démocratique n'a pas pour autant conduit le gouvernement Zelensky à formuler depuis des propositions extravagantes. Les exigences sont claires : des négociations de paix se déroulant en public, la restauration de l'intégrité territoriale sur la base des frontières de 2013, des dédommagements pour les dégâts infligés, la poursuite en justice des criminels de guerre et l'organisation de référendums dans les territoires du Donbass et de la Crimée, de manière transparente et sous l'égide de l'ONU³. Ce sont là les conditions pour une paix juste et durable. S'il y a donc bien deux rationalités opposées qui s'affrontent, la volonté réelle de parvenir à la paix se situe d'un seul côté, et c'est logiquement celui qui subit de plein fouet et quasi entièrement les conséquences de cette guerre. Le jusqu'au-boutisme de Poutine s'expliquerait-il par la folie de ce dernier ? Si l'hypothèse est aussi inquiétante que tentante, elle dépolitise les dynamiques à l'œuvre en Russie. Dans son récent article, *Le Poutinisme c'est le fascisme*, Ilya Budraitskis, militant russe, ouvre des pistes d'interprétation autrement plus convaincantes : « *Tout a changé fin 2011, lorsque Poutine a annoncé son désir de revenir à la présidence, marquant ainsi le tournant du régime vers un pouvoir*

explicitement personnaliste. Fin 2011 et début 2012, Moscou et d'autres grandes villes du pays ont été secouées par des manifestations de masse [...] Néanmoins, une fois sa réélection assurée et les protestations écrasées, Poutine a continué à perdre le soutien de la population. [...] Dans ces conditions, la réponse agressive de Poutine au Maidan de Kiev n'avait pas seulement des objectifs externes, mais aussi des objectifs internes. Le renversement du régime en Ukraine par des manifestations de rue a créé un dangereux précédent qui, en raison de la proximité des pays, a attiré l'attention d'une grande partie de la société russe. [...] La politique intérieure a été remplacée par la politique étrangère, dont le guide national et commandant en chef devient l'unique acteur, tandis que le devoir civique de tous les autres c'est de le soutenir passivement⁴. »

Dans cette course infernale, la politique d'agression du Kremlin est devenue un levier fondamental de la politique intérieure russe, visant à domestiquer toute velléité contestataire. Partant de là, les négociations de paix sont une préoccupation secondaire pour Poutine, et c'est d'ailleurs bien le sentiment qui prédomine pour toute personne un tant soit peu attentive à ce qui se dit dans la sphère politico-médiatique russe⁵.

Comment, dès lors, expliquer le positionnement d'une partie de la gauche mondiale, qui s'oppose aux livraisons d'armes à l'Ukraine et est persuadée que ce sont l'OTAN et Zelensky qui bloquent le processus de paix, tandis que Poutine, malgré ses torts, chercherait à protéger les populations russophones du Donbass⁶ ? Au premier abord, la question semble confiner à l'absurde. Comment sérieusement faire passer Poutine, qui a initié de son propre chef une agression sanglante, dévastant au passage les territoires qu'il était censé défendre, pour un partisan potentiel de la paix ?

Les analyses dénonçant cet écueil ont déjà fait florès, en particulier celles nous venant d'Ukraine et de Russie, comme la notable déclaration commune publiée début avril 2022 par le *Mouvement socialiste russe* et le *Mouvement Social en Ukraine*⁷. Parmi la myriade d'arguments déployés dans ce débat agitant la sphère progressiste, je souhaite attirer l'attention sur un point en particulier : la relativisation du danger fasciste et ses implications pour la gauche mondiale.

Selon la rhétorique justifiant l'invasion de Poutine comme réaction légitime à l'impérialisme américain, on

assisterait en fait à l'avènement d'un « monde multipolaire ». Nous considérons au contraire, avec d'autres⁸, que ce « monde multipolaire » correspond plutôt à celui de la montée en puissance des régimes néofascistes, et qu'il y a urgence à la défaite militaire et politique de Poutine, pointe avancée du fascisme au XXI^e siècle. Nier cela, c'est gommer les différences entre démocratie bourgeoise-libérale et régime autoritaire-fasciste, en particulier en ce qui concerne les espaces de résistance possibles pour les populations et les conditions d'activité des organisations progressistes.

Quand les UkrainienNEs se mobilisent en masse contre l'impérialisme russe et demandent des armes pour défendre leur droit à l'existence *démocratique* et à l'auto-détermination, c'est bien qu'à l'évidence, pour eux, il y a une différence très concrète avec l'espace *non démocratique* incarné par la Russie poutinienne. Et cette lutte passe aujourd'hui principalement par un rapport de force militaire, peu importe l'origine des armes obtenues, et aussi inconfortable que cela puisse être pour la gauche mondiale d'assumer une telle position⁹.

Pour reprendre les termes d'Ilya Budraitskis, le régime russe de Poutine est l'expression d'un nouveau fascisme issu de la crise du capitalisme et dont l'objectif « est [d'enterrer] *définitivement toute forme de participation démocratique* et [de donner] *définitivement au capital la forme d'un État*¹⁰ ». Et alors que les voix de nos camarades venuEs de Russie et d'Ukraine sont de plus en plus nombreuses à évoquer une nouvelle forme de fascisme pour caractériser le régime en place au Kremlin, l'aveuglement des organisations de gauche et d'extrême gauche refusant de voir que l'obstacle principal à la paix n'est autre que Poutine lui-même est pour le moins inquiétant. CertainEs continuent d'y voir un conflit entre « grandes puissances » dans lequel il faut ménager une porte de sortie honorable à la Russie, sans qu'on ne comprenne clairement ce qu'« un réel effort diplomatique » signifie pour Poutine. D'autres placent sur un pied d'égalité le néolibéralisme de Zelensky et la fascisation du régime russe, et opposent aux « sales jeux de l'OTAN » une fraternisation des peuples sous les feux de l'artillerie. Quand l'idéologie prend le pas sur l'analyse de la situation réelle, l'action politique se transforme implacablement en abstraction. En cela, nous sommes bien confrontéEs à une bifurcation majeure pour le camp

progressiste, face à laquelle l'enjeu est d'adopter l'orientation internationaliste à même de tracer un sillon émancipateur, aussi mince soit-il, dans la dangereuse période que le monde traverse.

LUTTES ET RÉSISTANCES EN TERRITOIRES FASCISTES

Il existe bel et bien des différences très concrètes entre le néolibéralisme de Zelensky et le fascisme du régime russe pour les formes de contestation et l'activité des organisations progressistes, et a fortiori dans les territoires occupés ou dans sa sphère d'influence directe. Si cette conscience est aiguë parmi celles et ceux qui lui résistent, c'est que les exemples ne manquent pas, à commencer par l'évolution de la situation dans les républiques « auto-proclamées » de Louhansk et Donetsk. Huit ans après le début de la guerre, on assiste à une dégradation massive des droits sociaux et politiques, du niveau de vie et, en bout de course, de toute forme d'expression démocratique.

Ces régions, considérées comme prospères pour l'Ukraine avant l'intervention russe, sont aujourd'hui en lambeaux. Ces zones annexées ont perdu entre 45 % et 70 % de leur population avant 2014 ; les pertes d'emploi y ont été massives et le salaire moyen est tombé, dès 2016, à moins de 40 % de son niveau avant l'annexion ; la plupart des usines qui s'y trouvent produisaient en 2020 entre et 15 et 20 % de leur niveau d'avant-guerre, beaucoup de machines ayant été transférées en Russie ou tout simplement volées ; les syndicats indépendants y ont été interdits en 2014 ; les groupes féministes et LGBTQI+ sont tombés sous le coup de la répression qui prévaut à leur rencontre en Russie ; la pratique des détentions illégales, de la torture et des meurtres est devenue monnaie courante ; les manifestations ont systématiquement été sévèrement réprimées, comme à la mine Komsomolskaya où, en juin 2020, trente-huit personnes ont été arrêtées, dont trois ont disparu et n'ont pas été retrouvées¹¹. Ce panorama non exhaustif donne un aperçu effarant du futur à la Poutine.

Depuis la seconde phase de la guerre, initiée le 24 février 2022, la situation s'est encore dégradée. Taras Kobzar, militant anarcho-syndicaliste originaire de Donetsk, d'abord engagé dans la défense



territoriale puis dans l'armée, raconte : « Sur le plan politique, un régime autoritaire a été instauré, rendant impossible toute activité politique et sociale libre. Les personnes peuvent, par exemple, être arrêtées dans la rue et envoyées au front. On connaît l'histoire d'un groupe de musiciens de l'orchestre philharmonique de Donetsk qui a été mobilisé de force et envoyé au combat à Marioupol, directement après une répétition. La plupart de ces musiciens sont morts. L'ordre russe domine toutes les sphères de la vie. Il s'infiltré dans les écoles, empoisonnant l'esprit des enfants, les abreuvant de propagande chauvine. Les plus hideuses "organisations d'enfants" militarisées ont été instaurées dans les territoires occupés : elles rappellent les "jeunesses hitlériennes", mais à la manière stalinienne soviétique. Depuis septembre, de nombreuses vidéos réalisées par des soldats ukrainiens dans l'oblast de Kharkiv libéré montrent des civils qui acclament l'armée ukrainienne. J'en suis le témoin direct, comme soldat. Après avoir souffert de l'occupation et des bombardements, les Ukrainiens ordinaires accueillent avec joie les libérateurs, leurs compatriotes, les soldats de l'armée ukrainienne. C'est la réaction normale de personnes qui se respectent et aiment leur terre, des personnes qui ont vu dans la pratique que la "paix russe" est un véritable "fascisme russe"¹². »

De la banlieue de Kiev à celle de Kherson, en passant par les charniers d'Izioum, d'Irpin ou de Boutcha, la « paix russe » a été synonyme de meurtres, de pillages, de viols en masse. C'est aussi l'humiliation quotidienne pour toutes les minorités ennemies de l'ordre poutinien. Les militantEs politiques, les féministes, les minorités de genre, les syndicalistes et autres activistes en sont les premières cibles¹³. Et l'horreur passe un nouveau cap quand les preuves des déportations en masse d'enfants ukrainienNEs pour être adoptés en Russie s'accumulent¹⁴. Rappeler cette réalité, violente et crue, ne signifie pas succomber aux sirènes de l'émotion comme on l'entend parfois dans la bouche de certainEs à gauche, cherchant ainsi à justifier leur *real politik* de l'abstraction. C'est être réaliste sur ce qui attend les populations locales en cas de victoire russe, et aucune déblatération géopolitique faite à des milliers de kilomètres ne les en protégera. Qui accepterait cela pour lui-même, elle-même ? Prendre les armes, s'engager dans la défense

territoriale, refuser la « paix russe » est malheureusement la seule possibilité qui s'offre à elleux en l'état actuel.

D'ailleurs, celles et ceux, hors d'Ukraine, qui l'ont le mieux compris, sont toutes les personnes engagées contre Poutine en Russie même. Dans ce pays où le mot *guerre* est banni et où les prisons sont remplies de vraiEs pacifistes, l'opposition solidaire de la population ukrainienne en est réduite à des formes de résistance « silencieuse » : inscrire des slogans sur les billets de banque ; faire des graffitis avec le symbole de la paix ; attacher des rubans verts aux lampadaires ; remplacer les étiquettes de prix par le nombre de tués¹⁵...

En Russie, la destruction des droits sociaux et politiques, la répression de toutes les formes d'association non intégrées à l'appareil d'État, s'accroissent de jour en jour, à l'image de ce qui est arrivé dans ces fameuses républiques populaires que Poutine « défend » aux yeux du reste du monde. Quelles que soient les légitimes critiques à faire au néolibéralisme en temps de guerre de Zelensky, l'activité politique et syndicale, les groupes et mouvements LGBTQI+ et féministes, les organisations étudiantes, et d'autres formes d'activisme, existent, critiquent, agissent, grâce à des garde-fous démocratiques. Le bilan politique de 2022 publié par nos camarades Sotsialnyi Rukh est riche d'enseignement sur les marges de manœuvre persistantes en Ukraine¹⁶. En tant que militantE pour l'émancipation, oublier cela, c'est quelque part oublier ce que nous sommes.

L'URGENCE D'UN ENGAGEMENT INTERNATIONALISTE PLUS FORT

Alors que la pression augmente pour faire taire la voix des ukrainienNEs au profit d'abstractions, il est plus que jamais nécessaire que notre action internationaliste se fasse entendre plus largement. Les organisations qui ont fait le choix d'un internationalisme se plaçant résolument au côté de la population ukrainienne se distinguent depuis le début du conflit par la multiplication des liens et des contacts avec nos camarades sur place. Cette intense activité de circulation de la parole, en partie coordonnée par le RESU avec, en son sein le NPA, a permis d'obtenir des informations de terrain au plus près de celles et ceux en lutte – armée ou non –, de mieux comprendre les rapports de forces et les enjeux politico-sociaux qui agitent ces populations, et d'être en mesure de relayer *leurs* choix à propos de ce conflit sur lequel beaucoup, ailleurs

dans le monde, ont un avis bien tranché. C'est seulement à partir de ce travail que peut se construire un *internationalisme par en bas* tel que nous le défendons, un internationalisme qui se construit avec les premierEs concernéEs et dans lequel la solidarité doit se traduire en actes concrets. Ce fut l'objectif des délégations du RESU parties en Ukraine et des multiples convois de solidarité, syndicaux notamment. C'est aussi tout le sens des manifestations et des événements organisés en France.

Pour répondre présentEs à cette urgence internationaliste, bifurquons en nombre ! □

1) « Je suis un socialiste ukrainien, voici pourquoi je résiste à l'invasion russe », article publié sur le site Jacobin, le 26 juillet 2022. Taras Bilous est historien, rédacteur en chef de Commons et membre de Sotsialnyi Rukh. Il est actuellement incorporé aux forces armées dans la Défense territoriale.

2) Voir les blogs en ligne de Michel Goya et celui de Cédric Mas, spécialistes des questions militaires.

3) Ces conditions rencontrent le soutien très majoritaire de la population ukrainienne. Voir à ce propos l'article de Denys Bondar et Zakhar Popovych, « Un point de vue de gauche sur les perspectives de négociations de paix », dans Soutien à l'Ukraine résistante, vol. 14, Brigades éditoriales de solidarité.

4) Ilya Budraitskis, « Le Poutinisme c'est le fascisme. Pourquoi est-il nécessaire de le dire aujourd'hui ? », Inprecor, n°701/702, octobre-novembre 2022.

5) L'Ukraine en toutes lettres, Brigades éditoriales de solidarité, éditions Syllepse, 2023.

6) À ce sujet, voir notamment l'article de Daria Saburova, Questions sur l'Ukraine (1) : De l'annexion de la Crimée à la guerre dans le Donbass, L'Anticapitaliste, n°140, nov. 2022, remettant de l'ordre dans les trop nombreuses contre-vérités qui circulent à ce propos.

7) « Déclaration commune du Mouvement socialiste russe et de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social d'Ukraine) », L'Anticapitaliste Hebdo, n° 611, 14/04/2022.

8) Voir notamment les articles du militant ukrainien Zakhar Popovitch, « Vers le fascisme », trad. Patrick Le Tréhondat, Soutien à l'Ukraine résistante, vol. 15, Brigades éditoriales de solidarité, et de la féministe marxiste indienne Kavita Krihsnan, « La multipolarité, le mantra de l'autoritarisme », trad. AplutSoc, décembre 2022.

9) Voir Catherine Samary, « Contre la guerre d'agression russe, l'urgence d'une gauche radicalement décoloniale », Les Possibles, n°34, décembre 2022.

10) Ilya Budraitskis, art. cité.

11) Voir à ce propos Natalia Savelyeva, Eight Years of War before the War, Rosa Luxemburg Stiftung. L'autrice a été professeure adjointe à l'École d'études supérieures de l'Université de Tioumen, en Russie, entre 2017 et 2019.

12) « Face à la contre-offensive ukrainienne, l'impuissance russe », entretien avec Taras Kobzar, dans Soutien à l'Ukraine résistante, vol. 12, Brigades de solidarité éditoriale.

13) Voir Syndicalistes dans la guerre en Ukraine : témoignages, sur le blog Syndicollectif.

14) Voir l'enquête « Pour chaque soldat tué, nous prendrons 10 enfants » réalisée par le média Les Humanités.

15) Vanessa Rodriguez, « Protester en silence », Soutien à l'Ukraine résistante, vol. 6, Brigades éditoriales de solidarité.

16) « Sotsialnyi Rukh : Premier bilan de l'année 2022 », trad. Patrick Le Tréhondat, dans Soutien à l'Ukraine résistante, Vol.15, Brigade éditoriales de solidarité.

États-Unis, 2023 : un panorama

PAR DIANNE FEELEY

Deux ans après la tentative d'« insurrection » de Donald Trump et après les élections de mi-mandat de novembre 2022, l'état général de la politique aux États-Unis est décrit par Kim Moody comme « coincé dans la boue, coulant vers la droite¹ ». L'autrice se concentre ici sur les événements récents qui contribuent à illustrer cette tendance : la brutalité policière meurtrière, notre épidémie de violence armée, le droit à l'avortement et une reprise significative, bien que limitée, de l'énergie ouvrière de base.

Le 7 janvier 2023, à Memphis, dans le Tennessee, Tyre Nichols, un Afro-Américain de 29 ans, skateur et photographe passionné qui travaillait chez Fed Ex, a été sauvagement battu et assassiné par cinq policiers. On le compare à Rodney King, battu en 1991 par quatre policiers de Los Angeles.

VIOLENCES POLICIÈRES SYSTÉMIQUES

Les cinq policiers noirs faisaient partie de l'unité d'élite Scorpion, composée de 40 policiers, créée en 2021 pour patrouiller de manière agressive dans les quartiers à forte criminalité de la ville. Elle a été depuis démantelée à la hâte. Lorsque quatre vidéos de la rencontre entre la police et Nichols — des caméras corporelles de la police et une vue à vol d'oiseau à partir d'une vidéo stationnaire — ont été rendues publiques le 27 janvier, celles qui ont eu le courage de regarder ces vidéos d'une heure ont pu assister à un long passage à tabac, entendre les supplications de Nichols et voir les cinq officiers alternativement se plaindre et se vanter de leur travail.

Même lorsque Tyre Nichols est appuyé sur une voiture de patrouille, inconscient, et que deux intervenants médicaux arrivent, ils ne lui portent pas secours. Une ambulance n'arrive que 24 minutes plus tard, alors que le

groupe tourne en rond.

Les cinq policiers ont été licenciés puis inculpés ; un sixième policier a été placé en congé administratif et les intervenants font l'objet d'une enquête. Le chef de la police a annoncé le démantèlement de l'unité Scorpion, et les responsables de la ville ont qualifié le passage à tabac de crime contre l'humanité.

Alors qu'environ 25 millions de personnes dans le monde ont manifesté après le meurtre de George Floyd en 2020 à Minneapolis, dans le Minnesota, pour demander la fin des violences policières, celles-ci se poursuivent. En fait, les crédits fédéraux n'ont fait qu'engraisser les budgets de la police. L'unité Scorpion de Memphis avait été mise en place après la mort de Floyd.

Si les autorités fédérales ne suivent pas et ne signalent pas les violences policières, des sites Internet comme Mapping Police Violence et des journaux nationaux, comme le *Washington Post*, le font. En 2022, la police a assassiné 1 176 personnes, dont un nombre disproportionné de personnes racisées.

Dans le cas de Tyre Nichols, les cinq policiers qui ont crié, maudit, battu et laissé mourir étaient des hommes afro-américains d'environ le même âge. De nombreux habitants de Memphis, ville à majorité noire, ont exprimé leur horreur et leur tristesse à l'idée que des hommes de la même

communauté puissent être aussi agressifs et sans cœur.

Mais les disparités raciales ne sont pas liées à la couleur de peau des agents, mais à celle de la victime. Même lorsque les agents reçoivent une formation de sensibilisation ou que les forces de police sont composées majoritairement de personnes racisées, la dynamique du profilage racial demeure. Lors des rencontres avec la police, les hommes afro-américains ont trois fois plus de risques d'être tués que les hommes blancs. Les Afro-Américains identifiés comme des filles et des femmes souffrent également de manière disproportionnée par rapport aux femmes blanches. Le taux d'homicides est le même pour les Latinos et les autochtones.

La police procède à des centaines de milliers de contrôles routiers chaque année. Ils arrêtent les conducteurs pour un feu arrière cassé, un feu rouge grillé, un permis suspendu, une conduite dangereuse, ou des vitres teintées. Les formateurs et les manuels d'instruction soulignent que ces opérations sont plus dangereuses pour la police que presque toutes les autres.

Après avoir absorbé cette formation, les policiers s'empressent d'affirmer leur



contrôle lors de ces actions. Près de 10% des rencontres avec des policiers qui entraînent un décès commencent lorsque le conducteur est arrêté pour une infraction au code de la route, comme dans le cas de Tyre Nichols. Les conducteurs noirs sont visés de manière disproportionnée ; les chiffres montrent qu'au moins un conducteur afro-américain est tué quelque part dans le pays chaque semaine. Chaque fois que la police se retrouve face à des civils, il y a un risque d'agressivité policière. Il est bien connu que les parents noirs demandent à leurs enfants, s'ils sont arrêtés, d'obéir aux instructions de la police. La justification des policiers pour avoir tiré, battu, aspergé de gaz poivré ou étouffé un civil est qu'ils craignent pour sa vie.

D'autres situations de face-à-face — lorsque la police intervient dans le cadre de disputes domestiques ou lorsqu'une personne souffre de troubles mentaux — sont également susceptibles de dégénérer à mesure que les agents affirment leur pouvoir. Qu'une personne souffrant de troubles mentaux ait ou non un couteau de poche ou une arme à feu, elle a 16 fois plus de chances de mourir.

UN CHOIX POLITIQUE

Bien que les registres indiquent que seul un tiers de toutes les interactions avec la police concerne des « crimes » graves, les politiciens décrivent le travail de la police comme consistant à maintenir les criminels hors des rues. Il n'est pas surprenant que, lorsque le Congrès a adopté le plan de sauvetage américain en mars 2021 pour aider les programmes des États et des collectivités locales pendant la pandémie, au moins 10 milliards de dollars aient été alloués aux « programmes de sécurité publique. » Bien qu'il soit difficile d'évaluer les divers programmes de « prévention », au moins un milliard de dollars a été consacré à l'embauche et au maintien en poste de policiers.

À la mi-mai 2022, le président Biden a exhorté les États et les villes à utiliser tous les fonds non dépensés du plan d'aide Covid de 1 900 milliards de dollars de l'année précédente pour financer des programmes de prévention de la criminalité et l'embauche de policiers supplémentaires. Cela devait être fait rapidement car les taux de criminalité sont censés augmenter pendant l'été.



Joe Biden à la Maison Blanche, 2022. © Wikimedia Commons.

Il est vrai que les services de police ont été contraints d'acheter et de déployer des caméras corporelles, ce qui a permis de briser la loi du silence qui existait autrefois lorsque des meurtres étaient commis par la police. De nos jours, la police et les administrations municipales sont plus souvent contraintes de publier les vidéos.

Lorsque Laquan McDonald, 17 ans, a été mortellement abattu de 16 balles par un officier de Chicago en octobre 2014, le service de police a déclaré qu'il avait un comportement erratique, qu'il avait refusé de poser un couteau et qu'il s'était jeté sur la police. Sa mort était donc « justifiable ». Mais la famille et les manifestants ont continué à exiger de voir une vidéo de l'incident. Lorsqu'un tribunal a ordonné qu'elle soit montrée, la vidéo a révélé que McDonald s'éloignait lorsqu'il a été abattu.

La ville avait déjà discrètement versé 5 millions de dollars de compensation à la famille McDonald, et l'administration municipale du maire Rahm Emanuel a tenté de supprimer la vidéo. L'enquête ultérieure du ministère américain de la justice a révélé que la police de Chicago avait une culture de « violence excessive », en particulier à l'encontre des suspects noirs et « bruns ».

Bien entendu, la police de Chicago n'est qu'une des 17 985 agences de police étatsuniennes. La balkanisation des forces de police rend difficile l'élaboration d'une réponse coordonnée de la police locale, des shérifs de comté, de l'État et des agences fédérales.

Le budget de la police locale représente environ un tiers du budget total des municipalités. Non seulement les policiers sont lourdement armés et entraî-

nés, mais ils sont équipés des derniers outils de surveillance, notamment des caméras embarquées, de la technologie de reconnaissance faciale et du ShotSpotter, un capteur qui détecte un son semblable à celui d'un coup de feu, identifie la zone exacte et

avertit la police. Selon la publicité, le ShotSpotter permet de réduire de 27% le nombre de décès.

L'ÉPIDÉMIE DE FUSILADES DE MASSE

L'année dernière, les États-Unis ont connu 647 fusillades de masse — c'est-à-dire des cas dans lesquels quatre personnes ou plus ont été blessées ou tuées. Cela a entraîné 14 000 décès, la plupart perpétrés par des hommes isolés de leur famille, de leurs amis, de leurs collègues de travail. Certains tireurs se tuent dans la foulée. Leurs actions sont qualifiées d'actes de désespoir. En janvier 2023, les fusillades de masse ont atteint une moyenne de plus d'une et demie par jour.

La plus grande tuerie de masse en 2022 a eu lieu dans une école à Uvalde, au Texas, où 19 enfants et deux enseignants sont morts. Les fabricants d'armes affirment que « les armes ne tuent pas les gens » et qu'il n'y a donc pas besoin de réglementation. Les politiciens aiment s'abriter derrière le deuxième amendement de la Constitution fédérale pour revendiquer le droit de porter des armes — bien que cet amendement au libellé obscur fasse référence à « une milice bien réglée », et non à des individus.

En conséquence, il est plus facile dans la plupart des États d'obtenir une arme

que de s'inscrire sur les listes électorales. Si l'on ajoute les personnes qui sont assassinées ou se suicident en utilisant une arme à feu, le total croissant atteint presque 50 000. Un tiers de la population étatsunienne possède au moins une arme à feu, dont beaucoup sont achetées pour la protection personnelle. Après chaque fusillade dans une école, on discute du fait que les écoles devraient avoir une présence policière et des enseignants armés.

La combinaison d'une population armée pour se protéger et d'une force de police militarisée explique en grande partie les formes violentes que prend une société sous tension. Voici comment Bernie Sanders décrit le stress auquel 63 % des travailleurs américains, qui vivent de salaire en salaire, sont confrontés : « *Chaque jour, vous vivez un stress incroyable – vous avez une peur bleue que si votre voiture tombe en panne, que votre enfant tombe malade, que votre propriétaire augmente le loyer, que vous divorciez ou que vous vous sépariez, que vous tombiez enceinte, que pour une raison ou une autre vous perdiez votre emploi, vous vous retrouviez au milieu d'une catastrophe financière.* »

Remarquez à quel point l'individu est seul et craintif ! Il n'y a pas de collectif dans ce qui est un monde d'inégalités vastes et croissantes. Un demi-million de personnes font faillite chaque année à cause d'une dette d'origine médicale. Les États-Unis sont le seul pays industrialisé riche à ne pas avoir de système de santé public.

SANTÉ ET DROITS REPRODUCTIFS

Le système de santé privatisé est un facteur majeur expliquant pourquoi les États-Unis ont des taux élevés de

mortalité pré et post-maternelle ainsi qu'une mortalité infantile élevée. Là encore, les inégalités sont importantes, avec des disparités dans l'accès aux soins ainsi que dans leur qualité.

Les femmes et les enfants noirs et amérindiens sont trois à quatre fois plus susceptibles de mourir que leurs homologues blancs. Les experts des centres de contrôle et de prévention des maladies indiquent qu'au moins 80 % de ces décès pourraient être évités. Pour modifier cette situation, il faudrait aussi vaincre l'insécurité alimentaire et permettre l'accès à un logement abordable.

Le plus troublant est que si les taux de mortalité maternelle ont augmenté pendant la pandémie, le Covid-19 n'est pas la cause des décès mais seulement un facteur contributif. Mais étant donné la décision de la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire Dobbs contre Jackson Women's Health Organization, qui annule la protection fédérale du droit à l'avortement, la restriction de l'accès à la contraception et à l'avortement dans la plupart des États du Sud et du Midwest va aggraver la situation.

Dans le même temps, les manifestations dans les rues et les votes en faveur de référendums qui affirment ou ajoutent la liberté reproductive aux Constitutions des États ont été constants, que les États soient considérés comme des bastions républicains ou démocrates.

Dans le Michigan, où le succès de notre référendum sur les droits reproductifs a ouvert une discussion sur le large éventail de services nécessaires à l'autonomie corporelle, notre action consiste maintenant à garantir non

seulement un droit légal, mais aussi l'accès. Cela signifie qu'il faut donner aux patientEs des informations précises, supprimer les exigences inutiles, offrir des congés parentaux financés par l'État, etc.

En outre, bien que les États n'aient pas réussi à ajouter un amendement sur l'égalité des droits à la Constitution étatsunienne entre 1970 et 1990, de nombreuses Constitutions d'État contiennent des dispositions sur l'égalité des droits, le droit à la vie privée et le droit à un traitement équitable. Un certain nombre d'actions judiciaires contestent actuellement les interdictions législatives de l'avortement en s'appuyant sur ces dispositions. Sur la base de la disposition relative à la vie privée, la Cour suprême de Caroline du Sud a annulé l'interdiction de l'avortement après six semaines de grossesse imposée par la législature.

Avec la reprise de la session du Congrès – et de la plupart des législatures des États – une série de lois seront présentées, et certaines seront adoptées. Bien que seule une minorité soit opposée à l'éducation sexuelle, à la contraception et à l'avortement, il s'agit d'une minorité farouchement mobilisée dont les politiciens de droite considèrent qu'elle constitue un bloc inébranlable d'électeurs.

Les questions culturelles se transformant en questions politiques, l'administration Biden se retrouve coincée par une Chambre des représentants sous le contrôle de l'extrême droite, ne serait-ce que par une poignée de voix.

Kevin McCarthy a accepté de rogner la plupart de ses pouvoirs pour devenir président de la Chambre. Il a confié des missions importantes à l'aile la plus complotiste du Parti républicain – à commencer par James Comer, président de la commission de la Chambre sur le contrôle et la responsabilité et membre de la commission de la Chambre sur l'éducation et le travail ; Marjorie Taylor Greene, membre de la commission de la Chambre sur le contrôle et la responsabilité et de la commission de la Chambre sur la sécurité intérieure ; Paul Gosar, membre de la commission de la Chambre sur les ressources naturelles et de la commission de la Chambre sur le contrôle



Manifestation pour le droit à porter des armes. © Wikimedia Commons.

et la responsabilité ; et Lauren Boebert, membre de la commission de la Chambre sur le contrôle et la responsabilité et de la commission sur les ressources naturelles.

Ce groupe de Républicains d'extrême droite n'est pas tant intéressé par l'adoption de lois que par enquêter sur le président Biden et son fils Hunter et par l'obtention de concessions de la part des démocrates afin de faire avancer leur programme trumpiste.

LE TRAVAIL EN MOUVEMENT

Les événements potentiels les plus importants de 2023 ne sont pas d'ordre législatif, mais le prochain contrat collectif des Teamsters (IBT) chez UPS à la fin du mois de juillet et les contrats des Big Three du syndicat United Autoworkers Union (UAW) à la mi-septembre. Dans les deux syndicats, les représentants de la base ont réalisé d'importantes percées et se préparent à la grève en exigeant la fin des disparités de salaires et d'avantages sociaux ainsi que de meilleures conditions de travail.

Ils ont également devant eux l'exemple de la lutte des cheminots pour la sécurité du travail et le droit à des jours de maladie payés. Dans ce cas, l'administration Biden, tout en disant admettre la justesse de leurs revendications, a néanmoins imposé un contrat qui n'abordait pas ces questions. Conscients de la trahison de l'administration, mais comme leurs syndicats ne sont pas soumis à la loi sur le travail dans les chemins de fer qui permet à l'administration d'imposer un contrat, des regroupements au sein des Teamsters (Teamsters for a Democratic Union, TDU) et de l'UAW (Unite All Workers for Democracy, UAWD) ont pu élire des dirigeants qui s'engagent à s'opposer aux concessions que les entreprises exigeront.

Compte tenu de la restructuration en cours dans leurs industries et de la récession, les travailleurs et même des cadres supérieurs sont énervés par l'attitude des entreprises qui s'attendent avec arrogance à ce que le fait de dépenser un peu d'argent leur garantisse de gagner ce tour de négociations.

La campagne du second tour pour élire le président de l'UAW est en cours, le dépouillement des bulletins de vote commençant le 1^{er} mars. Le regroupement de la direction sortante a été

secoué par le fait qu'une douzaine de permanents, tous membres du regroupement, ont plaidé coupable face à l'accusation d'avoir volé les membres ou d'avoir accepté des pots-de-vin des entreprises. La direction sortante est également en position de devoir défendre les concessions des contrats des 40 dernières années.

Le candidat du regroupement de la direction, Ray Curry, a été choisi par le conseil exécutif pour être président par intérim lorsque le candidat sortant, Gary Jones, a plaidé coupable. Curry affirme avoir fait le ménage et être prêt à négocier un contrat impressionnant. Il serait le premier président afro-américain élu de l'UAW (Rory Gamble a déjà assuré l'intérim).



Manifestation des personnels des universités, soutenus par l'UAW. DR.

Son adversaire, Shawn Fain, est un électricien qualifié qui a occupé des fonctions locales et est actuellement un représentant international qui s'est opposé à la mise en œuvre du système de salaire à deux niveaux lorsqu'il a été introduit dans l'accord national de Chrysler en 2007. Fain s'est engagé à travailler avec les membres pour préparer le nouveau contrat, en insistant sur la nécessité de construire un syndicat plus démocratique.

Au premier tour de l'élection de l'UAW, la liste soutenue par l'UAWD (regroupement oppositionnel) a remporté cinq des 14 sièges principaux. Elle a notamment élu Margaret Mock, la première femme afro-américaine à devenir secrétaire-trésorière du syndicat. Au second tour, l'UAWD soutient à la fois Fain et un candidat au poste de directeur régional. Si les deux gagnent, le regroupement, qui est au pouvoir depuis 1948 sous la direction de Walter Reuther et de ses présidents successifs, aura perdu son

emprise sur la direction.

Les négociations contractuelles se poursuivront sur une voie plus militante. Même si cela ne se produit pas, les membres ont la possibilité de construire un syndicat plus démocratique.

Les bulletins de vote ont été envoyés à tous les membres de l'UAW, y compris les retraités, et commencent à être renvoyés à un organisme chargée de les compter. Contrairement au premier tour, où la direction sortante a tenté d'ignorer l'élection et de ne s'adresser qu'aux personnes en qui elle avait « confiance », cette fois-ci elle constate que les candidats soutenus par l'UAWD et porteurs d'un message

militant ont trouvé un écho et elle tente donc d'atteindre une plus grande partie des membres et de déformer le bilan de Fain.

La convention de l'UAW pour préparer les négociations aura lieu à la fin du mois de mars. C'est à ce moment-là que les dirigeants doivent faire le point avec les délégués sur les revendications contractuelles et la préparation. Quant aux Teamsters, qui ont élu une liste réformatrice l'année dernière, ils travaillent déjà à la préparation de la grève.

Ces deux syndicats, avec des traditions militantes, une nouvelle direction et des regroupements déterminés à affronter l'élite des entreprises, offrent la possibilité de renverser le désespoir et la peur qui caractérisent la vie américaine. □

1) Kim Moody, « 2022 Midterm Elections: Stuck in the Mud, Sinking to the Right », en ligne sur https://solidarity-us.org/moody_2022_midterms/

Deux ans après le putsch militaire, la guerre oubliée de Birmanie

PAR PIERRE ROUSSET

Le 1^{er} février 2021, l'armée birmane (Tatmadaw) a rompu sa cohabitation gouvernementale avec la Ligue nationale pour la démocratie (LND), incarcérant ses dirigeantEs, puis a plongé le pays entier dans une guerre asymétrique atroce. Deux ans plus tard, elle n'a toujours pas réussi à imposer son contrôle sur une grande partie du territoire. Malgré leur infériorité en armement, les différentes composantes de la résistance l'ont mise en échec, avec pour objectif d'en finir à jamais avec un régime militaire qui a clairement manifesté son refus de toute transition démocratique.

Citons, en guise d'introduction, la déclaration publiée le 1^{er} février 2022 par le Women's Peace Network (Réseau des femmes pour la Paix). Il exprime en effet avec force ce que nous ressentons toutes et tous, nous qui suivons au jour le jour le combat des peuples de Birmanie :

« Deux ans depuis la tentative de coup d'État de l'armée birmane, plus de cinq ans depuis ses attaques génocidaires de 2017, et après ses décennies d'atrocités contre nos communautés, nous, Women's Peace Network, nous sommes en proie à une tragédie et à une rage indescriptibles. L'armée reste libre de brutaliser le pays tout entier, même après avoir assassiné près de 3 000 civils, arrêté et détenu arbitrairement plus de 17 000 personnes, et torturé des centaines de milliers d'autres en seulement deux ans. Ses forces intensifient leurs frappes aériennes et l'utilisation d'armes lourdes dans l'État Chin, la région de Sagaing, l'État Karen, l'État Kachin, l'Ara-kan et de nombreuses autres régions où résident nos communautés. Tant dans ces régions que dans les prisons et les centres d'interrogatoire du pays, les militaires patriarcaux et misogynes s'en prennent aux femmes et aux filles en leur faisant subir les formes les plus brutales de la violence sexuelle. Les Rohingyas sont maintenant confrontés à un risque croissant d'attaques génocidaires de la part de l'armée : au cours des deux dernières années, la junte a émis et réémis des politiques et des restrictions pour arrêter et détenir au moins 2700

Rohingyas, dont plus de 800 femmes. »

Rage face à la solitude dans laquelle la population martyrisée a été laissée par la dite « communauté internationale », alors qu'elle s'est engagée dans la résistance à la dictature avec un immense courage. **Rage**, car si l'aide méritée avait été accordée en temps et en heure, le putsch aurait avorté et mille souffrances auraient été évitées. **Admiration** devant la capacité de tant d'organisations, de tant de personnes, à faire front à la pire des adversités. **Espoir**, car si la junte n'a pas été chassée du pays, elle n'a pas pu, pour autant, stabiliser son règne, malgré tout l'appui qu'elle a reçu des grandes puissances que sont la Chine et la Russie, mais aussi l'Inde et le Pakistan au poids régional considérable, du Vietnam et de ses (autres) voisins que sont le Laos et la Thaïlande... Elle ne contrôlerait militairement aujourd'hui que la moitié du territoire, ou un peu plus, et n'a pas réussi à briser l'esprit de résistance populaire. C'est pourquoi Women's Peace Network parle de tentative de coup d'État.

DEUX ANS APRÈS : LA VIOLENCE DE LA RÉPRESSION, LES SUCCÈS DE LA RÉSISTANCE

Chacun commémore à sa façon le deuxième anniversaire du putsch militaire. La résistance a organisé une journée de « grève silencieuse » de 10h à 15h dans de nombreuses régions du pays, une opération « ville morte ». À l'étranger, des rassemblements se sont tenus devant

des ambassades, conspuant le nom du dictateur-général Min Aung Hlaing, le chef de la junte. Le plus important de ces rassemblements s'est probablement tenu en Thaïlande, fort de plusieurs centaines de manifestantEs portant parfois un portrait d'Aung San Suu Kyi ou trois doigts levés, le signe de ralliement de la jeunesse mobilisée contre l'ordre monarchique absolue dans le royaume thaï, où réside une importante communauté immigrée birmane. Cette communauté est placée sous surveillance étroite par le régime monarcho-militaire thaï qui soutient la junte.

La junte pour sa part, après avoir prolongé l'état d'urgence pour six mois de plus, a imposé la Loi martiale dans trente-sept localités (au sein de huit régions et États), dont les bastions de la résistance dans les régions de Sagaing et Magwe. Elle dote les commandants régionaux des pleins pouvoirs et ce seront les tribunaux militaires qui traiteront toute affaire pénale mettant, à leurs yeux, en cause le régime. Elle annonce que la peine de mort et des condamnations à perpétuité seraient prononcées. Aucun appel des verdicts ne sera autorisé, sauf en cas de condamnation à mort, les appels pourront être alors être soumis au... généralissime Min Aung Hlaing, pour décision finale.



En 2021, le régime avait déjà déclaré la loi martiale dans certaines parties de Yangon (Rangoon), de Mandalay et de l'État Chin. Près de 100 personnes avaient alors été condamnées à mort.

Quel est le bilan de la campagne de terreur poursuivie par la junte ces deux dernières années ? Selon l'Association d'aide aux prisonniers politiques (Assistance Association for Political Prisoners, AAPP), plus de 2 500 personnes auraient été tuées, plus de 16 500 autres auraient été arrêtées et plus de 13 000 seraient aujourd'hui encore détenues. 138 condamnations à mort ont été prononcées, dont 41 *in absentia*. En juillet, quatre prisonniers politiques accusés de « terrorisme » ont été pendus. Ce sont les premières exécutions effectuées depuis la fin des années 1980. En novembre, sept étudiants de l'université Dagon ont été condamnés à la peine capitale.

On estime à 1,5 million au moins le nombre de personnes déplacées par la guerre (certains évoquent trois millions). Cependant, malgré cette campagne de terreur et la supériorité criante de l'armée en matière d'armement, la situation militaire a évolué en défaveur de la junte. Le général Min Aung Hlaing a lui-même reconnu, le jour anniversaire du coup d'État du 1^{er} février 2021, lors d'une réunion de l'état-major, que « *l'état de la nation n'est pas encore revenu à la normale : plus d'un tiers des districts ne sont pas totalement sous contrôle militaire* ».

Un euphémisme qui revient à un aveu d'échec. L'initiative est actuellement du côté de la résistance et Tatmadaw subit de sérieux revers dans les États Chin, Shan, Karen et Kachin, ainsi que dans la région de Sagaing, Magwe, et ailleurs dans le delta de l'Irrawaddy.

L'avenir de la Birmanie reste ouvert, envers et malgré tout. Un chapitre entier de l'histoire du pays s'est clos dans une crise paroxysmique. La junte voulait assurer à la caste dirigeante militaire la pérennité et le monopole de son pouvoir sur la société entière, ce pouvoir se voit au contraire remis en cause. Un retour à la situation d'avant le putsch apparaît impossible, la dernière tentative de transition démocratique pacifique ayant échoué dans un bain de sang. Il y a quelque chose de définitif dans cet échec. Les générations d'officiers supérieurs se sont succédés, mais l'armée, elle, n'a pas changé, ne changera pas.

RETOUR SUR 2021

L'attention se porte aujourd'hui sur la situation deux ans après le putsch du 1^{er} février 2021, commémoration des « anniversaires » oblige. Qui ne connaît pas l'histoire de la Birmanie pourrait croire que Tatmadaw s'est emparée du pouvoir en 2021, renversant un gouvernement civil. Ce n'est pas le cas. Depuis cinq décennies, les régimes militaires se succèdent en Birmanie. Après avoir été isolée jusqu'en 2011 et pour achever la réinsertion économique et diplomatique du pays sur le plan international, la junte était soucieuse de gagner un vernis démocratique en autorisant la tenue d'élections relativement libres, tout en s'assurant qu'elle garderait le contrôle des institutions.

L'armée s'est dotée d'un parti politique, l'USDP (sigle anglais du Parti de l'Union, de la solidarité et du développement), convaincue qu'il gagnerait les élections de 2020. Elle a piloté la rédaction d'une Constitution sur mesure. Elle l'assure automatiquement d'une minorité de blocage dans toutes les assemblées législatives, où 25 % de sièges non élus lui sont réservés, en sus des sièges que son parti et ses alliés auraient obtenus (elle peut ainsi interdire l'adoption d'un amendement constitutionnel, qui exige au moins 75 % des votes). Elle reçoit d'office la direction de ministères clés (Défense, Intérieur et Sécurité des frontières). L'institution militaire est protégée de tout contrôle d'une autorité civile. La junte impose ainsi sa prééminence au sein de la coalition gouvernementale.

Gros grain de sable, c'est la Ligue nationale pour la démocratie et non l'USPD qui a emporté haut la main les élections de 2020, avec 82 % des voix ! Aung San Suu Kyi était devenue l'un des piliers du champ politique birman, cristallisant dans les régions centrales le rejet de l'ordre militaire. Forte de sa légitimité électorale, elle a accepté l'expérience très risquée de la cohabitation gouvernementale avec l'armée. Il était pourtant assez illusoire de croire que Tatmadaw pourrait céder volontairement ses prérogatives à la suite d'un scrutin législatif, du moins sans mobilisation massive de la population (dont Suu Kyi alors ne voulait pas). Elle a parié sur une évolution progressive du rapport de force civils-militaires au sein du régime. Un pari qu'elle a payé d'un prix exorbitant : la détention sans fin, la mise au secret, l'arrestation massive et l'assassinat de cadres du parti dont elle était la figure de proue.

LE PUTSCH ET LA RIPOSTE

L'objectif de l'armée n'était *pas de conquérir* le pouvoir, elle l'avait déjà, mais de le monopoliser à nouveau, alors qu'Aung San Suu Kyi menaçait d'enquêter sur les affaires de corruption et de pousser son avantage au-delà de ce que l'armée était prête à accepter. C'est pourquoi je parle généralement, pour ma part, de *putsch*, plus que de coup d'État, ou alors de coup d'État *préventif*.

Le putsch a suscité une immense levée populaire. Dès le lendemain du coup, dans le centre de Rangoon, la population a occupé les balcons dans un concert de casseroles, réputé chasser les « esprits maléfiques ». Les hôpitaux sont entrés en dissidence ouverte et la jeunesse lycéenne est descendue dans la rue. Les fonctionnaires n'ont pas été en reste, paralysant les chemins de fer, les banques. Une paralysie qui a touché une grande partie de la production industrielle... Le 6 février, les ouvrières du textile ont manifesté dans la banlieue de la capitale économique. La désobéissance civile s'est rapidement propagée dans l'ensemble du territoire avec, en point d'orgue, la grève générale du 22 février, plus d'un million de personnes défilant dans de nombreuses localités et bien d'autres multipliant les arrêts de travail.

Cette levée populaire était à la fois spontanée et coordonnée par le Mouvement de défense civique (MDC) à la direction duquel se trouvaient précisément des représentations d'infirmières et du personnel soignant, de la jeunesse lycéenne, des fonctionnaires (de nombreux secteurs sont nationalisés en Birmanie), des femmes et des étudiants, de syndicats du privé (dans le textile en particulier), dont le CTUM, d'enseignants... Cette synergie a donné naissance à ce qui doit bien être l'un des plus grands mouvements de grève et de mobilisation de l'histoire moderne. Ainsi, par son ampleur, cette « révolution de printemps » a d'emblée dénié à la junte militaire toute légitimité, toute autorité – et ce dans un pays où l'armée se présentait comme la Gardienne de la Nation.

Le Mouvement de désobéissance civile.

La junte ne s'est pas seulement attaquée à la LND, mais aussi aux mouvements sociaux, représentés pour une bonne part au sein du MDC. Si ce dernier a pu voir quasi instantanément le jour, c'est que les leçons des précédentes grandes luttes antidictatoriales (dont celle de 1988) avaient été tirées. L'entrée en résistance

a été immédiate, avec en point d'orgue la grève générale du 22 février.

Le Mouvement de désobéissance civile n'était pas un « front » de la LND, mais une coordination indépendante. Des militantEs de gauche y participaient, appartenant notamment au Social Democratic United Front (SDUF), le Front uni social-démocrate, un courant d'extrême gauche (« social-démocrate » s'entend ici dans le sens que donnaient à ce terme Lénine et les bolcheviks).

La Ligue nationale pour la démocratie.

La LND a bien évidemment contribué dans la plaine centrale à l'organisation de la résistance, ces cadres étant pourchassés et sa direction pour une grande part incarcérée. Nombre d'entre eux ont fait preuve de combativité et de courage. En pays bamar, les manifestations se sont souvent déroulées sous le portrait d'Aung San Suu Kyi qui incarnait, avec le président Myint Swe, lui aussi en détention, la continuité, la légalité du gouvernement civil. Pendant plusieurs décennies, Aung San Suu Kyi a maintes fois subi la répression militaire, refusant fermement de s'exiler et de rejoindre sa famille en Grande-Bretagne. Son courage est indéniable et elle a reçu pour cela le prix Nobel. Un prix qui lui a cependant été retiré après le génocide des Rohingyas.

Le génocide des Rohingyas. Les Rohingyas habitent depuis longtemps la Birmanie, en bordure du golfe du Bengale, et bon nombre d'entre eux étaient reconnus comme des citoyenNEs de plein droit (la question de la citoyenneté au Myanmar est une histoire fort compliquée). Rohingya signifie d'ailleurs « habitants du Rohang », plus généralement connu comme l'Arakan / l'État Rakhine – « habitants de l'Arakan », donc. Le régime militaire leur refuse le droit de s'appeler ainsi, les considérant comme des étrangers. Cette population a été soumise à diverses campagnes de discrimination, voire à des massacres comme en 2012, pour déboucher en 2017-2018 sur un génocide et la fuite massive des survivants (quelque 750 000 réfugiéEs, pour une grande part au Bangladesh ou errant entre divers autres pays).

L'aile extrémiste nationaliste d'extrême droite du bouddhisme birman a joué un grand rôle dans la diabolisation et la déshumanisation des Rohingyas. Comme bien souvent, derrière les discours enflammés en défense de causes « sacrées » – comme l'identité religieuse ou ethnonationaliste – se cachent des enjeux très terre à terre. Le génocide n'aurait probablement pas

eu lieu s'il ne fallait pas faire place nette pour ouvrir le territoire où les musulmans vivaient, à la construction d'un port en eau profonde, d'une zone industrielle et de nouvelles infrastructures au bénéfice des généraux, de l'Inde et de la Chine. La politique des « corridors » permet en effet au régime chinois de raccourcir les échanges commerciaux, d'investir massivement dans les pays concernés (il y a aussi un « corridor pakistanais »), de renforcer son influence à sa périphérie et de contourner un possible blocus que l'armée US pourrait exercer au niveau du détroit de Malacca, plus à l'est.

Le génocide a été occulté en Birmanie et aucune solidarité substantielle ne s'est manifestée de la part de Bamars ou d'États ethniques. C'est certes l'armée qui a commis le génocide, mais dans un premier temps, Aung San Suu Kyi a agressivement défendu les généraux dans l'arène internationale, allant jusqu'à dénoncer les organismes onusiens chargés de l'aide comme des « complices des terroristes ». La jeune génération birmane semble aujourd'hui prête à affronter ce lourd passé. Des Bamars subissant aujourd'hui la violence sans merci de Tatmadaw vivent dans leur chair le sort qui a été fait aux Rohingyas et se sentent coupables d'avoir regardé ailleurs en 2017-2018. Le nouveau gouvernement d'Unité nationale a reconnu le génocide, dans un communiqué daté du 3 juin 2021, affirmé que les responsables de ce crime devraient être jugés et condamnés. Des représentants d'associations Rohingha restent sceptiques sur ce *mea culpa* et demandent à juger sur pièce, mais reconnaissent qu'un nouveau « possible » s'ouvre du côté de l'opposition à la junte, alors que rien ne peut être espéré côté Tatmadaw.

LES ÉLITES BAMARS ET L'ETHNONATIONALISME

La Birmanie est le plus grand pays d'Asie du Sud-Est continentale, plus vaste que la France, bien que moins peuplé. Elle a la forme d'un fer à cheval dont le bras droit (à l'est) serait plus long que le bras ouest. La plaine centrale, où court du nord au sud le fleuve Irrawaddy, est bordée de montagnes frontalières. Sa façade maritime, dans la partie méridionale, borde la mer d'Adaman et le golfe du Bengale (océan Indien).

Administrativement, le pays est pour l'essentiel divisé en sept États ethniques à la périphérie (40 % de la population) et sept régions au centre

(60 %). 135 ethnies sont officiellement reconnues. La Birmanie est dotée d'un parlement bicaméral, l'Assemblée de l'Union, composé d'une chambre basse, la Chambre des représentants, et d'une chambre haute, la Chambre des nationalités. Il s'agit en réalité d'un faux fédéralisme, le gouvernement central n'ayant jamais articulé de politiques de développement pensées à l'échelle du pays entier.

Dans cette configuration, le pouvoir central est bamar, censé incarner, dans la tradition coloniale, le pays « utile ». Le régime fonde notamment sa légitimité sur la défense de « sa » Birmanie, face à la figure de « l'autre », les peuples non bamars de la périphérie. Les élites sociales bamars, auxquelles Aung San Suu Kyi appartient, sont culturellement ethnonationalistes. C'est l'une des raisons qui explique que Suu Kyi ait pu cohabiter un temps avec l'armée et la défendre après le génocide des Rohingyas.

Suu Kyi est la fille d'Aung San, le plus connu des fondateurs de l'armée nationale durant la Seconde Guerre mondiale et, en 1939, du Parti communiste birman (PCB). Il fut assassiné, avec six autres membres du gouvernement provisoire, le 19 juillet 1947 par un dirigeant d'extrême droite. La formation de cette armée pendant la guerre est marquée par des retournements d'alliances et il n'y a pas eu, comme en Chine, un long processus combinant guerre populaire, lutte de libération nationale et révolution sociale. Le PCB avait d'indéniables racines dans l'histoire de luttes populaires, mais il restait de composition exclusivement bamare.

La stature d'Aung San Suu Kyi tient pour une part à cette filiation. L'ambivalence de son rapport à l'armée probablement aussi. Elle ne veut pas ternir son aura historique tout en cherchant à affirmer la prééminence du gouvernement civil contre l'état-major de Tatmadaw, sa propre légitimité étant électorale. Par ailleurs, la tradition politique dans laquelle elle s'inscrit est celle d'une gauche « verticaliste », autoritaire. Durant la période relativement démocratique qui précède le putsch de 2021, la « société civile » s'est rapidement développée, mais Suu Kyi



ne s'appuie pas sur elle et ses mobilisations. L'ethnonationalisme et le verticalisme apparaissent comme deux des facteurs qui ont contribué à l'échec d'une transition démocratique, par ailleurs fort aléatoire.

QUESTIONS D'AVENIR

La transition démocratique a échoué, la stabilisation de la dictature militaire aussi. La situation en Birmanie est plus instable que jamais, mais l'extension de la lutte armée dans l'ensemble du territoire change bien des choses.

- **Tatmadaw** est réputée pour sa cohésion. Devenue en quelque sorte la fraction dirigeante de la société, elle peut être un canal de promotion sociale. Par-delà ses divisions et rivalités, le corps des officiers supérieurs défendait solidairement ses prérogatives politiques et son empire économique (l'économie « kakie »). Il garde aujourd'hui encore d'importantes sources de revenus, « légales » ou pas (comme les trafics frontaliers) et maintient son emprise sur les conscrits (un par famille) par la menace. Tant que les troupes ont été envoyées combattre des organisations ethniques (« l'autre »), cette cohésion a été maintenue. Une fois que la répression a frappé les populations bamares, une série de défections se sont produites. Elles pourraient se poursuivre dans la mesure où l'armée subirait des revers couteux. Hier, Tatmadaw opérait de façon discontinue sur un nombre limité de théâtres d'opérations, dans certains États ethniques seulement. Aujourd'hui le pays entier est une zone de guerre, ce qui lui pose des problèmes opérationnels nouveaux.

- **La coopération militaire des oppositions.** Il y a deux ans, il n'existait évidemment pas d'opposition armée bamare au pouvoir militaire, puisque la LND, cohabitait avec eux au sein du gouvernement. En revanche, de nombreux mouvements politico-militaires opèrent dans les États ethniques – on parle des Organisations ethniques armées (les EAOs dans le sigle anglais). Une partie d'entre elles s'est portée au secours des militantEs de la plaine centrale, pourchassés par la junte. Ce n'est pas la première fois, mais cela a gagné une ampleur sans précédent. Voilà qui change bien des choses ! La formation de combattantEs bamars

expérimentés prend du temps et les déplacements sont dangereux. La qualité de l'armement est un problème majeur. Même les organisations ethniques armées qui combattent la junte ne possèdent pas en quantité les équipements portables qui permettent d'abattre un avion ou un hélicoptère, de détruire un char suffisamment blindé. Ailleurs, les unités de guérilla ont un armement hétéroclite, réduit parfois à des fusils de chasse artisanaux et des explosifs de fabrication maison.

La coordination des opérations militaires est aussi difficile à assurer. Le gouvernement d'Unité nationale a constitué les Forces de défense du Peuple (PDF) et voudrait placer l'ensemble des unités armées sous son commandement, mais le pourrait-il ? Par ailleurs, il reste trop identifié à la Ligue nationale pour la démocratie pour que les EAOs se rallient et que plusieurs unités locales reconnaissent son autorité.

- **L'autoactivité de masse et la modification du champ politique de l'opposition bamare.** L'extension générale de la guérilla implique un degré élevé d'autoactivité locale. Il en va de même du maintien d'autres formes de lutte, comme les manifestations flash des étudiants ou des grèves revendicatives dans certaines entreprises. De nouvelles générations de cadre se forment ainsi, acquérant le sens de l'initiative. Cela ouvre le terrain social comme le terrain démocratique des luttes à une pluralité de composantes et devrait nourrir le pluralisme politique des mouvements politiques progressistes, incluant des organisations d'extrême gauche.

Comment vont évoluer, dans ce contexte, la Ligue nationale pour la démocratie et le Gouvernement d'Unité nationale ? Ils maintiennent évidemment Aung San Suu Kyi, « Conseillère d'État », et Myint Swe, Président, dans leurs fonctions, mais on peut penser que la LND et le GUN sont *de fait* entrés dans l'ère post-Suu Kyi. La composition du nouveau gouvernement est pluriethnique, et il a pris des engagements importants concernant la refonte complète du droit à la citoyenneté, actuellement très inégalitaire (« fonder la citoyenneté sur la naissance au Myanmar ou la naissance n'importe où en tant qu'enfant de citoyens du Myanmar ») ou à établir un véritable fédéralisme qui serait défini en coopération avec les minorités. Il doit montrer, de façon

convaincante, que ces engagements ne sont pas cosmétiques.

- **L'impact géopolitique.** Le climat diplomatique se détériore pour la junte. Les États-Unis annoncent un durcissement des sanctions internationales, imparfaitement suivis par l'Union européenne (mais pas du tout par le Japon). La Chine réévalue la situation et aurait suspendu la construction de la zone portuaire en Arakan (État Rakhine). Le régime chinois ne fait pas dans l'idéologie. Il avait eu de très bons rapports avec Aung San Suu Kyi, avant de soutenir la junte, mais il a besoin de traiter avec un pouvoir capable de garantir la stabilité du pays, ce qui n'est plus le cas. Pékin tente de traiter directement avec d'autres interlocuteurs que le SAC, dont des organisations ethniques.

- **La solidarité.** Elle ne perd rien de son urgence. Le combat populaire n'est pas gagné. La dictature importe de nouveaux tanks et avions de chasse, gardant la maîtrise du ciel. Pillant les ressources naturelles du pays, elle a les moyens d'acheter des soutiens dans des États ethniques ou de coopter quelques cadres de la LND. Dans ces conditions, il faut notamment :

- Imposer l'isolement diplomatique complet du SAC. Le GUN doit, pour l'heure, assurer la continuité de la représentation légale de l'Union birmane (Myanmar) dans toutes les instances internationales et régionales (ASEAN...).

- Dénoncer et sanctionner les firmes qui continuent à fournir, directement ou indirectement, les moyens financiers et militaires à la junte de poursuivre sa guerre.

- Exiger la libération inconditionnelle de toutes et tous les prisonniers politiques.

- Obtenir une augmentation significative de l'aide, y compris militaire, à la résistance, pour qu'elle reçoive notamment de quoi protéger les populations des frappes aériennes et de l'assaut des blindés.

- Assurer un soutien militant aux différentes composantes de la résistance, politique et financier. L'association Europe solidaire sans frontières a, pour sa part, assuré un suivi permanent de la situation en Birmanie via son site Internet et a envoyé 4 500 € en 2022, versé au pot commun des mouvements de solidarité présents aux frontières du pays. □

Ce que le totalitarisme doit à l'Amérique

PAR FABIENNE DOLET



Patrick Tort, *Du totalitarisme en Amérique. Comment les États-Unis ont instruit le nazisme.* Editions Erès, 2022, 280 pages, 20 euros

« STRUGGLE FOR LIFE », LE DARWINISME SOCIAL ET LE LIBÉRALISME

Spécialiste de Charles Darwin, Patrick Tort lutte depuis des décennies contre cette notion de « darwinisme social » qu'on attribue, selon lui, à tort à l'auteur de *L'Origine des espèces*. « Chez Darwin, plus on progresse dans la voie de la civilisation, plus la régie du devenir humain bascule du côté des développements combinés du sens moral et de la capacité rationnelle¹ », explique-t-il.

Parce que Patrick Tort est marxiste et matérialiste, son combat pour rétablir Darwin dans le camp du progrès social et civilisationnel s'inscrit dans une bataille sans cesse renouvelée contre le capitalisme et les penseurs du « libéralisme », jusqu'à leurs plus monstrueuses expressions fascistes. C'est d'ailleurs ce libéralisme qui « a totalement occulté les conclusions de La Filiation de l'Homme [...] qui impliquent en toutes lettres le dépérissement de la sélection naturelle en elle-même et de ses conséquences éliminatoires au profit d'une extension universelle de l'altruisme et de son institution rationnelle dans les règles juridiques et éthiques qui gouvernent la vie sociale et la conscience du civilisé² ».

Sous un titre provocateur pour la pensée dominante, qui associe le totalitarisme au nazisme et au stalinisme, en les faisant d'ailleurs strictement égaux, Patrick Tort rétablit ce que le nazisme doit au libéralisme américain et anglo-saxon, mais aussi français.

LA MATRICE EST DANS L'ANGLETERRE VICTORIENNE

La notion de « darwinisme social » est donc un pure et simple contre-sens que l'on peut expliquer par une collusion brouillonne du titre-phare de Darwin avec les thèses du très libéral Herbert Spencer, son quasi-contemporain dans l'Angleterre victorienne, qui utilisa le premier le terme d'évolutionnisme. Ce dernier a osé la métaphore du corps social avec le corps organique, jusqu'à perdre lui-même le fil de son raisonnement. Une « naturalisation » que l'on retrouve chez nombre de penseurs « libéraux », partisans du laisser-faire. Les libéraux anglais pouvaient ainsi « s'opposer au colonialisme et à la coercition exercée envers les peuples étrangers, ou encore à l'inégalité statutaire des femmes » mais aussi « lutter contre toute forme d'assistance aux pauvres et contre toute espèce d'intervention de l'État destinée à soulager la misère [...] à toute législation sur le travail, l'école ou la santé publique³ ».

Dans tous les cas, selon, Patrick Tort, libéraux et conservateurs s'accordent sur la « naturalité profonde de la suprématie anglaise, laquelle repose naturellement sur une hégémonie économique due à l'esprit d'entreprise d'une bourgeoisie majoritairement libérale³ ».

LIBÉRALISME ET EUGÉNISME

Cet impérialisme, on le retrouve aux États-Unis, cette « nation fondée par des repris de justice encadrée par des pasteurs », selon les mots de Darwin lui-même.

Pour confirmer cette suprématie, le libéralisme, dans sa phase impérialiste (pour reprendre les catégories de Lénine) s'adjoit l'aide d'une certaine obsession sanitaire (notamment concernant les

méfais de l'alcoolisme parmi les plus pauvres) jusqu'à des mesures autoritaires (comme la Prohibition aux États-Unis), jusqu'à l'eugénisme, qui revient à vouloir « nettoyer » la société de ses éléments les moins performants, notamment en période de crise économique. Ainsi, au côté de Spencer, on retrouve Francis Galton, anthropologue du XIX^e siècle, cousin de Darwin, considéré comme le fondateur de l'eugénisme (il est connu pour avoir systématisé la méthode d'identification par empreintes digitales).

Si le credo des États-Unis est le libéralisme, « qui implique l'élimination des moins aptes », celui de l'Allemagne nazie est l'eugénisme « qui prend acte de la non-application réelle de la sélection naturelle en milieu de civilisation et entend régénérer la société par une sélection artificielle⁴ ».

TOTALITARISME ET EUGÉNISME

Patrick Tort montre que pour ces deux pays, l'ennemi commun c'est le « communisme » incarné par l'Union soviétique de Staline et qu'ils ont en commun d'avoir pratiqué l'extermination à grande échelle de communautés humaines, les États-Unis étant les premiers, avec en particulier l'extermination des Amérindiens. Les premières chambres à gaz furent utilisées aux États-Unis dès 1924 pour l'exécution des condamnés.

Les investissements démesurés dans la construction des chemins de fer ont entraîné une panique bancaire en 1893, des faillites, puis une vague de grèves en 1894, violemment réprimée. Ces événements forment « le socle historique, économique



et social sur lequel se développeront les théories eugénistes, qui imagineront résoudre le profond malaise du pays, assimilé à une faction organique héréditaire, par l'extirpation des éléments nocifs d'un corps social malade⁵ ». À la même époque les politiques racistes visant à réduire l'immigration se développent. Dès le début du XX^e siècle, nombre de chercheurs se placent dans le sillage de Galton, et les universités américaines développent des centres de recherche sur l'eugénisme notamment autour des travaux de Charles Benedict Davenport, zoologiste et généticien. Ce dernier devient secrétaire de section de l'American Breeders Association, créée en 1903, dont les travaux s'inspirent de la génétique de Gregor Mendel, généticien et botaniste autrichien.

La rhétorique du corps social malade revient dans les périodes de crise. Elle n'a épargné ni l'Allemagne ni la France au cours de la période qui précède la Seconde Guerre mondiale.

ROCKFELLER, RÜDIN ET CARREL

Deux figures scientifiques européennes ont été dans un dialogue puissant avec les États-Unis au point d'y puiser inspiration, énergie et même ressources financières. Il s'agit d'Ernst Rüdin en Allemagne, médecin psychiatre tôt rallié à l'eugénisme de Francis Galton et Karl Pearson, et d'Alexis Carrel, en France, également médecin.

Sans refaire ici le parcours complet de ces deux figures majeures de l'eugénisme et la constellation de chercheurs qui les entourent, la démonstration de Patrick Tort sur les emprunts faits par les deux hommes à l'hygiénisme racial états-unien est édifiante. Les travaux de l'un et l'autre ont été soutenus par la Fondation Rockefeller aux États-Unis.

Après la crise de 1929, les États-Unis comptent 13 millions de chômeurs, « et la Caroline du Nord met en œuvre un programme de stérilisations eugéniques sur la base des tests "d'intelligence" et des signalements effectués par les travailleurs sociaux ». Toujours la crise. Dans l'Allemagne de Weimar, en pleine crise elle aussi, « l'eugénisme stérilisateur est devenu la requête ultra-majoritaire des médecins, et en particulier des psychiatres⁶ ».

Une rêve devenu réalité dès 1934, avec l'entrée en vigueur de la loi de stérilisation du 14 juillet 1933. Rüdin enseigne, de 1936 à 1944, l'hygiène raciale à l'université de Munich et meurt en 1952 sans être inquiété pour l'extermination des

millions de personnes juives, tsiganes, communistes, homosexuels, étrangères ou malades « dont l'existence avait été jugée nuisible à l'idéal ratio-culturel et politique de leurs assassins ».

Quand Alexis Carrel, médecin d'origine lyonnaise, publie en 1935, *L'Homme, cet inconnu*, il défend que le risque existe d'une dégénérescence des nations civilisées d'Occident du fait « de l'extinction des meilleurs éléments de la race ». Après plusieurs allers et retours aux États-Unis, Carrel, revient définitivement en France en 1941, et défend dans la Fondation française pour l'étude des problèmes humains une politique de l'immigration qui détermine « les immigrants dont la présence est désirable du point de vue de l'avenir biologique de la nation⁷ ». Des références utiles pour décrypter les discours de l'extrême droite aujourd'hui et leur dangerosité.

TOTALITARISME, ÉCONOMIE DE GUERRE, PROPAGANDE ET MANAGEMENT

Tout au long de ce livre, Patrick Tort redéfinit le totalitarisme, loin de la notion si souvent utilisée par les libéraux qui ne l'ont utilisée que pour discréditer le système soviétique et l'idéal communiste. Il l'associe clairement à un État supervisant une économie de guerre. Bien sûr, la coercition est un des traits du totalitarisme, mais celui-ci a aussi besoin de la conviction. À cet égard, le régime nazi a fait preuve d'une certaine habileté en management, en propagande. D'une part en s'inspirant du fordisme (Henry Ford étant plusieurs fois cité pour ses liens avec les courants de pensée eugéniste), mais aussi en puisant dans Gustave Le Bon, dont Hitler avait bien compris tout le parti qu'il pouvait tirer. Pour Le Bon, l'ignorance et la bestialité des masses sont le postulat de sa *Psychologie des foules*.

Coercition et conviction vont ensemble, ainsi que l'a souligné Edward Bernays, neveu de Freud, qui partage le point de vue de Le Bon et dont on connaît l'œuvre de propagande et de marketing au profit des marchands de cigarettes américains⁸. Ainsi écrit-il : « La propagande est universelle. [...] Au bout du compte, elle revient à enrégimenter l'opinion publique, exactement comme une armée enrégimente les corps de ses soldats⁹. »

L'emprise totalitaire trouve aussi sa source dans un besoin de « réparation narcissique » quand un peuple est humilié, en crise, « ce qui à l'échelle d'un pays prend aisément la forme d'une réappropriation territoriale (le sol) ou d'un rétablissement

de l'authenticité (le sol¹⁰) ». Le chef incarne le peuple (immanence) et plus encore il doit incarner l'idéal du peuple (transcendance), comme Napoléon et Hitler selon Patrick Tort. Ainsi l'« Amérique d'Henry Ford, l'Allemagne nazie, la France de Vichy, l'Italie fasciste, chacune réagissant à une humiliation spécifique (ou dans le cas des États-Unis, à une menace imaginaire), ont usé de cette constance de la psychologie des foules contre les Juifs et toutes les minorités indésirables, et ont par cette voie tenté de restaurer une identité nationale assimilée à une authenticité et à une puissance originelle historiquement déchuë, mais susceptible de résurrection à travers une sorte de transaction sacrificielle¹¹ ».

Ce qui conduit Patrick Tort à intégrer dans son raisonnement le concept d'hypertélie, qui dans le règne animal consiste à hypertrophier certains attributs destinés à séduire et à des fins de reproduction. Car le totalitarisme est aussi « de séduction » pour canaliser, cristalliser, polariser la colère et la pulsion du peuple. Il utilise la manipulation, la propagande et la séduction. Le *nudge* d'aujourd'hui serait une des manifestations de ce totalitarisme.

S'il n'est pas toujours aisé de suivre Patrick Tort tant ses développements sont foisonnants, ce livre a le grand mérite de rappeler et d'analyser ensemble idéologie, politique et recherches scientifiques dans le contexte socio-économique d'une époque. Ainsi du libéralisme de l'ère victorienne au totalitarisme du XX^e siècle et à la propagande totalitaire du XXI^e siècle, nous entrevoyons par quels chemins les classes dominantes, quand leur système devient trop insupportable, cherchent à garder la main quitte à sacrifier une partie de l'humanité... et leur humanité. Notre espèce a donc encore du chemin à faire vers « l'altruisme et [...] son institution rationnelle dans les règles juridiques et éthiques qui gouvernent la vie sociale et la conscience du civilisé ». Probablement parce qu'une seule classe est capable porter les intérêts généraux de l'humanité, c'est la classe laborieuse ! □

1) Patrick Tort. Du totalitarisme en Amérique. Comment les États-Unis ont instruit le nazisme. Éditions Érès, 2022, p. 178.

2) Idem, p. 179.

3) Idem, p. 35.

4) Idem, p. 42.

5) Idem, p. 54.

6) Idem, p. 80.

7) Idem, p. 80.

8) Edward Bernays. Propagande. Comment manipuler l'opinion en démocratie, Zones/La Découverte, 2007, 144 pages.

9) Idem, p. 205.

10) Idem, p. 207.

11) Idem, p. 229.

« Venger ma race et venger mon sexe ne feraient qu'un désormais¹ »

ENTRETIEN AVEC ANNIE ERNAUX

Le 10 décembre 2022, Annie Ernaux recevait le prix Nobel de littérature². Ses lectrices et lecteurs ont été nombreuses et nombreux à éprouver une joie immense, comme s'il y avait eu, autour de ce prix, un phénomène d'appropriation collective pour toutes celles et ceux qui, à travers le monde, ont gagné à la lecture de ses livres « plus de conscience, de force et de liberté³ ». Nous l'avons rencontrée le 29 décembre, chez elle, à Cergy.

L'Anticapitaliste : *Quelle signification donnez-vous à ce Nobel et quelle est votre position vis-à-vis de cette récompense qui reconnaît la portée de votre travail et votre « place » dans la littérature mondiale, mais aussi qui, d'une certaine manière, vous fige dans le statut de « grande écrivaine » ? Au sujet de votre premier prix littéraire, le prix Renaudot pour la Place en 1984, vous avez écrit : « ce prix Renaudot m'a plongée dans une visibilité et une agitation médiatiques qui m'ont laissée étourdie, dépourvue d'émotion. Une pensée surnageait, une mélancolie, l'impossible ajustement entre mon succès personnel et la mémoire de mon père, de ceux de la lignée dont je suis issue, l'impossible réparation. Dans les jours et les mois qui ont suivi, j'ai mesuré que la véritable reconnaissance, c'était celle que les lecteurs éprouvaient en lisant La Place, ces phrases que, comme ils me l'écrivaient, ils auraient pu dire. Cela, c'est le prix qui l'avait permis en élargissant le cercle des lecteurs par-delà les frontières⁴. » Souscrivez-vous toujours aujourd'hui à ce constat ?*

Il y a toujours de ça, oui. Lorsque j'ai eu

le Renaudot, ça a été un raz-de-marée autour de moi, et ça a été très difficile à vivre. Là je suis un peu plus aguerrie. Mais la première phrase qui m'est venue, quand j'ai su que j'avais le Nobel, ça a été « Je vais faire face », comme si c'était effectivement une épreuve à franchir. Recevoir le Nobel a été un grand bouleversement pour moi, dans ma façon d'être écrivaine. Écrire a toujours été pour moi une activité publique, bien sûr, je pouvais témoigner de façon à la fois littéraire et politique, dans certaines occasions, mais jamais je n'avais envisagé de pouvoir un jour représenter par ma seule personne « toute la littérature », pendant un moment au moins, une heure, une journée, et d'être donc au centre de l'attention par tout ce que j'ai écrit. Je ne parle jamais de « mon œuvre », car ce n'est jamais fini et d'un seul coup, là, j'avais quand même l'impression qu'il y avait quelque chose qui était formé, qui était enfermé et qui s'appelaient effectivement « l'œuvre ». C'était une sensation nouvelle.

La première chose qui me vient aux lèvres, c'est de dire que c'est une responsabilité. C'est difficile de dire autrement à partir du moment où on est au centre de l'attention, et cette

responsabilité est certainement dans les prises de position que je peux avoir par rapport à la marche du monde. Dans mon écriture, ça continuera d'être une recherche, et non pas « je fais un livre de Nobel », ça n'a pas de sens. Mais on me demande d'apporter ma voix, beaucoup plus qu'auparavant.

Vous commencez votre discours de Stockholm, prononcé lors de la remise du prix, par un rappel de cette phrase, notée dans le journal intime de vos 22 ans : « J'écrirai pour venger ma race ». Est-ce qu'il s'agit d'une première formulation d'une conscience de classe ? Est-ce qu'on peut aussi la lire comme l'expression d'une revanche féministe ? Et même, a posteriori, avec ce Nobel, comme celle d'une revanche sur l'invisibilisation des femmes écrivaines dans l'histoire littéraire, surtout en France, et d'un espoir pour les femmes qui écrivent aujourd'hui et pour toutes celles qui viendront après ?



Oui, exactement, c'est la formulation d'une conscience de classe. Simple-ment, ce n'est pas le mot qui m'est venu à l'époque, car j'étais plongée dans Rimbaud et qu'il avait utilisé le mot « race » en disant « *Je suis de race inférieure de toute éternité*⁵ ». Je m'en suis emparé. Quand j'ai écrit cette phrase, je ne pensais pas que j'aurais à la justifier soixante ans plus tard ! Cependant, il est certain qu'elle signifie beaucoup, parce que figurez-vous qu'hier on m'a redonné l'enregistrement d'une émission à laquelle j'avais participé en 1989 – j'avais écrit *Une femme* l'année précédente. Dans cette émission, je la cite, cette phrase, tout tranquillement. Cette persistance me stupéfie. Cela montre bien que c'est là le nœud, l'origine pour moi de l'écriture.

Mais quand j'écris cette phrase, à vingt ans, il n'y a pas l'idée de venger ma condition de femme. Cette phrase est écrite dans mon journal avant mon avortement. Bien sûr, j'ai déjà connu ce que je raconte dans *Mémoire de fille*, mais à cette époque, je ne pense pas du tout que c'est un viol, même avec Simone de Beauvoir à la clef. Je pense simplement que je suis quelqu'un qui ne sait pas se conduire dans le monde. En fait, c'est ça, je ne sais pas quoi faire avec les hommes, je ne sais pas me conduire avec eux, ça c'est ce que je ressens. La conscience féministe m'est venue après. Elle est venue d'une accumulation : subir un avortement clandestin, à l'époque, c'est quelque chose d'énorme ; c'est encore la faute des filles : l'avortement, le viol, on est toujours dans la faute. Puis arrive Mai 68. J'ai subi aussi évidemment le fait que je me marie, que je suis obligée de faire le ménage, et tout le reste : tout ça s'accumule, et puis à un moment, je me mets à écrire. Je fais un lien entre mon avortement, que je raconte dans *les Armoires vides*, et mes origines de classe.

Évidemment, ce Nobel aujourd'hui, c'est aussi une revanche littéraire pour les femmes : étudiante, j'ai fait un mémoire sur le Surréalisme, j'ai tout de suite été frappée par le fait qu'il n'y avait que des hommes. Les femmes étaient là, à leurs côtés, comme des inspiratrices. Il y a quand même dans *le Manifeste du surréalisme* une phrase effrayante : « Puis

l'essentiel n'est-il pas que nous soyons nos maîtres, et les maîtres des femmes, de l'amour, aussi ? » On a minimisé cette phrase, on en a nié la gravité, comme souvent.

J'explique dans *la Femme gelée* pourquoi je n'étais pas éduquée pour être une femme soumise. Enfin, l'être un moment, c'est sûr, mais ensuite refuser de l'être car cela allait trop contre l'éducation que j'ai reçue. C'était pour moi important, à Stockholm, de dire cela⁶.

Lorsque vous vous qualifiez d'« immigrée de l'intérieur », est-ce que cette expression renvoie à la question de l'usage de la langue, à la conscience d'avoir été arrachée à la langue maternelle pour apprendre une langue scolaire, académique, dominante, avec en même temps l'intériorisation d'une forme de mépris de classe pour la langue de l'enfance et des parents ? Est-ce l'expression d'une solidarité spontanée et nécessaire avec les immigrés ? Un journaliste du Point écrit à votre sujet : « La romancière, Prix Nobel, venge sa "race" en écrivant, sans toutefois renoncer aux honneurs du monde d'en haut, peuplé de ces "dominants" qu'elle pourfend ». Qu'est-ce que vous lui répondez ?

Il y a forcément les deux, c'est-à-dire que c'est bien sûr le sentiment de ne pas être de la même « race » que par exemple, certains clients bourgeois de mes parents, ou encore les filles de la bourgeoisie qui fréquentaient l'école privée où mes parents m'avaient inscrite. C'est le sentiment qu'il s'agit d'être très, très différents de moi : l'idée de « race » s'impose alors à moi. Par exemple, ces gens étaient d'une propreté qui n'était pas celle de mes parents. Être en contact avec eux, cela provoquait chez moi, chez nous, le sentiment d'être dans un pays qui ne nous appartenait pas. Seul le quartier nous appartient, c'est « chez nous ». Il y a donc cette solidarité-là, oui, avec les immigrés.

Ensuite, quand j'étais professeure de français dans des classes fréquentées par des enfants des classes populaires, il y a eu ce sentiment de reconnaître chez mes élèves la même rupture, la même déchirure que celle que j'avais éprouvée vis-à-vis de mes parents et de mon milieu d'origine. J'ai reçu beaucoup de manuscrits

qui témoignent de ces trajectoires de celles et ceux que les sociologues ont appelé les « transfuges de classe », c'est une expérience qui marque.

Et aux journalistes qui me font un mauvais procès, je voudrais bien qu'ils m'expliquent de quelle façon être reconnue pour ce que l'on est et comment avoir une action sur le monde si vous restez à l'écart et dans l'obscurité. Ah, ce serait tellement mieux selon eux si j'étais restée « à ma place »... Ou si j'étais « reconnaissante » – c'est l'autre aspect –, ou comme diraient certains, si j'avais de la « gratitude »... Ce qui me fait toujours bondir ! Et eux, à qui diront-ils merci ? À leurs parents dont ils ont hérité ? On ne dit pas merci pour l'héritage ?

On sait quelle influence a eue la lecture de Pierre Bourdieu, notamment les Héritiers et la Reproduction, sur votre réflexion et votre démarche d'écrivaine, mais on sait peu de choses de votre lecture de Marx au début des années soixante... Dans vos réponses à un « Questionnaire de Proust » pour L'Express en 2006, à la question « La chanson que vous sifflez sous la douche ? » vous répondez : « L'Internationale, en faisant du repassage »...

Oui, j'ai lu Marx en 1962-1963. Ça a été un fondement pour moi, les analyses de Marx, avant même la lecture de Bourdieu : je peux dire que j'ai été marxiste dans les années soixante... avant de me marier. Ma réponse sur *L'Internationale* dit bien ça. J'ai aussi fait cette réponse en hommage à ma mère, qui chantait *le Temps des cerises* en repassant...

J'aimerais revenir sur cette notion d'indignable, qui nourrit votre écriture. Dans votre discours de Stockholm, vous affirmez : « Quand l'indignable vient au jour, c'est politique. » Qu'est-ce que cet indignable ? Quel lien avec le politique ? Qu'est-ce qui rend selon vous la littérature politiquement « agissante » ?

Ce qui, pour moi, est indignable, c'est ce qui paraît tellement personnel qu'on ne peut pas le dire, l'écrire. C'est en rapport avec la honte, qu'elle soit sociale ou sexuelle. Or à partir du moment où c'est dit, comme dans pratiquement tous les textes que j'ai écrits, d'un seul coup, ça devient une question politique. C'est-à-dire que

cela concerne tout le monde : c'est cela qui est politique, c'est le fait que ça concerne tout le monde. Je crois que tout indicible a une dimension politique.

La littérature agit au niveau intime, personnel : cela ne vient pas de l'extérieur. Les mots fraient leur chemin en vous, ils ont cette capacité à saisir quelque chose d'intime. Souvent, lorsqu'un texte nous révèle quelque chose sur nous-même, on a cette impression que le texte s'adresse directement à nous. C'est en ce sens que la littérature peut agir et changer le monde. Évidemment, ce n'est pas une action immédiate, c'est rare que cela précipite les gens dans la rue... Mais c'est une action profonde tout de même.

Il y a aussi toute une dimension de la littérature qui analyse les rapports entre les classes, les rapports économiques à une époque donnée : je pense à Balzac, à Zola ; mais aujourd'hui, peu de romanciers s'inscrivent dans cette veine. Il y a Éric Vuillard qui le fait : son écriture est ancrée dans des périodes historiques, mais son analyse des mécanismes de classe nous invite sans cesse à faire le lien avec le présent ; c'est notamment le cas avec son livre *la Guerre des pauvres*, qui raconte une révolte

populaire en Allemagne au XVI^e siècle⁷. Vuillard écrit ce livre en plein mouvement des Gilets jaunes...

Quelle est la plus grande colère qui vous anime aujourd'hui, le combat politique le plus urgent selon vous actuellement ?

Ma colère la plus grande en ce moment, c'est surtout une crainte : elle est liée à la montée de l'extrême droite, la montée d'un désir pour un pouvoir contraignant et fort.

Pour ce qui est de la colère, c'est de voir à quel point les intérêts économiques prennent le pas sur tout, de voir à quel point beaucoup de gens galèrent, de voir qu'il y a une forme de mépris pour leurs vies. Il y a aussi la question écologique, c'est certain. Mais il y a dans le manque, dans la douleur sociale, une urgence telle que je crois que ça prend le pas sur les questions écologiques. Je ne veux pas dire du tout qu'il faille négliger l'écologie, mais je veux dire qu'il faut donner un toit, à manger, et c'est immédiat. Les inégalités sociales sont encore plus importantes qu'avant, on est dans une course folle aux profits. Il y a urgence⁸. □

Propos recueillis par Maya Lavault

1) Phrase extraite du discours d'Annie Ernaux prononcé le 7 décembre à Stockholm avant la remise de son Prix Nobel de littérature.

2) Voir « Annie Ernaux dynamite le Prix Nobel de littérature », *L'Anticapitaliste*, nov. 2022, n° 640.

3) Pour reprendre les mots de l'auteur à la mort de Bourdieu : « Pierre Bourdieu est mort hier soir. C'est la première fois que j'éprouve une tristesse immense à la mort d'un intellectuel ou d'un écrivain. Quelqu'un qui a bouleversé les hiérarchies du monde, m'a donné à moi toujours plus de conscience, de force et de liberté. » (Extrait du *Journal d'Annie Ernaux*, 24 janvier 2002, Cahier de l'Herne Annie Ernaux, sous la dir. de P.-L. Fort, L'Herne, 2022, p. 256).

4) Annie Ernaux, « Un prix. Que signifie recevoir un prix ? », texte publié à l'occasion de la remise du prix Yourcenar, *Bibliobs* (12 décembre 2017) et reproduit dans *Cahier de l'Herne Annie Ernaux*, p. 67-68.

5) Arthur Rimbaud, « Mauvais sang », Une saison en enfer, avril-août 1873.

6) « Très vite aussi, il m'a paru évident – au point de ne pouvoir envisager d'autre point de départ – d'ancrer le récit de ma déchirure sociale dans la situation qui avait été la mienne lorsque j'étais étudiante, celle, révoltante, à laquelle l'Etat français condamnait toujours les femmes, le recours à l'avortement clandestin entre les mains d'une faiseuse d'anges. Et je voulais décrire tout ce qui est arrivé à mon corps de fille, la découverte du plaisir, les règles. Ainsi, dans ce premier livre, publié en 1974, sans que j'en sois alors consciente, se trouvait définie l'aire dans laquelle je placerais mon travail d'écrivain, une aire à la fois sociale et féministe. Venger ma race et venger mon sexe ne feraient qu'un désormais. » (*Discours de Stockholm*, 7 décembre 2022).

7) Éric Vuillard, *la Guerre des pauvres*, Actes Sud, 2020, 80 p. Engels relate cette révolte dans *la Guerre des paysans en Allemagne (1870)*.

8) Cette interview a été réalisée fin décembre, avant le début de la bataille des retraites. Sur ce sujet, voir l'article qu'Annie Ernaux a publié dans le *Monde diplomatique* : « Relever la tête », le *Monde diplomatique*, février 2023, p. 1 ; p. 18-19.



Retraites : femmes en premières lignes, femmes en lutte !



PAR LA COMMISSION D'INTERVENTION FÉMINISTE DU NPA

Manifestation contre les violences sexuelles et sexistes. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Les régressions sociales touchent généralement plus violemment les personnes les plus exploitées et opprimées. La nouvelle contre-réforme des retraites ne fait pas exception et les femmes se retrouvent une nouvelle fois sur-pénalisées par les mesures envisagées. Mais il se pourrait bien que la mobilisation des femmes vienne insuffler une radicalité au mouvement que le gouvernement n'avait pas prévue...

Le système actuel de calcul des retraites est déjà défavorable pour les femmes : alors que les écarts de salaires sont de l'ordre de 22 % en moyenne, les écarts de pensions sont de plus de 40 % ! Ce phénomène d'amplification des inégalités de revenus est lié en grande partie aux carrières incomplètes et à temps partiel qui sont le lot de nombreuses femmes.

UNE RÉFORME INJUSTE POUR LES FEMMES

Le gouvernement lui-même reconnaît que la réforme obligera les femmes à travailler sept mois supplémentaires contre cinq pour les hommes en moyenne à cause du recul de l'âge de départ de 62 à 64 ans. Environ 20 % des femmes sont d'ores et déjà obligées de travailler jusqu'à 67 ans pour éviter la décote contre environ 10 % des hommes. En augmentant la durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein, cela va mécaniquement augmenter le nombre de personnes obligées de travailler jusqu'à 67 ans, parmi elles majoritairement des femmes et toutes les salariées qui sont particulièrement touchées par la précarité : travailleurs/euses immigrés, personnes racisés, LGBTI... Quant à la pénibilité, sa reconnaissance est déjà lamentable mais elle est encore plus mal évaluée et prise en compte pour les emplois les plus féminisés.

LES FEMMES MOBILISÉES CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

Lors des batailles précédentes, l'injustice aggravée par les modifications des modalités de calcul, avait été un des arguments importants pour convaincre contre les réformes gouvernementales. Les associations féministes, les syndicats, ATTAC... n'ont cessé d'en dénoncer les conséquences. La performance des Rosier avait largement fait le buzz. À nouveau, on voit fleurir dans les manifestations des pancartes dénonçant les inégalités de pensions, l'aggravation que ne manquera pas d'engendrer la réforme si elle passe. Tracts spécifiques, assemblées des premières concernées, collectifs féministes et/ou LGBTI, souvent en lien avec la Coordination Féministe... dans plusieurs villes, les femmes et minorités de genre s'organisent spécifiquement. Les femmes, y compris des jeunes, sont particulièrement présentes dans les cortèges. Le 15 février, un grand meeting réunira de nombreuses militantes de la gauche syndicale, politique et associative pour dénoncer le projet de réforme. La date du 8 mars approchant, le lien entre la journée internationale de lutte pour les droits des femmes et la mobilisation contre la réforme des retraites devient une évidence.

CONSTRUIRE LA GRÈVE GÉNÉRALE ET LA GRÈVE FÉMINISTE

Le plan de travail annoncé par

l'intersyndicale au complet pose la perspective d'un blocage du pays à partir du 7 mars en reconduisant la grève le 8. Ces dates sont un peu éloignées et il faudra maintenir la pression pour traverser la période des vacances et maintenir la mobilisation. Mais c'est aussi l'opportunité de construire la grève dans les secteurs les plus concernés : ménage, services à la personne, EHPAD, santé... nous n'avons pas fait le plein des grévistes dans ces lieux de travail, celui des premierEs de cordée de l'épidémie de COVID, les oubliés du Segur, ceux et surtout celles qui touchent des très bas salaires, ont des horaires découpés, sont partagés entre plusieurs employeurs. Il faut convaincre que malgré la difficulté « d'abandonner les usagerEs » pour faire grève, l'enjeu est essentiel ! Pas seulement pour nos retraites mais aussi pour mettre un coup d'arrêt à la politique dévastatrice du gouvernement, pour que les emplois socialement utiles soient reconnus et revalorisés. Il s'agit de choix de société essentiels qui concernent l'ensemble de la population et ont des conséquences en premier lieu sur les femmes. Toutes ces questions sont au cœur de la grève féministe du 8 mars, portée par les syndicats, les associations, les organisations politiques, les coordinations féministes. Le gouvernement avec sa réforme s'attaque aux classes populaires et en particulier aux femmes, nous construisons la riposte qui s'impose, les femmes en première ligne des luttes ! □